



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-dixième session**  
Rome, 13-14 septembre 2000

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE PRÊT À

**LA RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE**

ET

**LA RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE**

POUR

**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LES ZONES  
DE MONTAGNE ET DE HAUTES TERRES**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT - RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE</b>	<b>vi</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT - RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE</b>	<b>vii</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>viii</b>
<b>LE CADRE DE COLLABORATION RÉGIONALE</b>	<b>1</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>2</b>
A. L'économie et le secteur agricole de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie	2
B. Leçons tirées de l'expérience du FIDA	5
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie	6
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME</b>	<b>8</b>
A. Zone du programme et groupe cible	8
B. Objectifs et portée du programme	10
C. Composantes	11
D. Coûts et financement du programme	12
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	15
F. Organisation et gestion	16
G. Justification économique	18
H. Risques	19
I. Impact sur l'environnement	19
J. Caractéristiques novatrices	20
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>21</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>22</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS     LES ACCORDS DE PRÊT NÉGOCIÉS</b>	 <b>23</b>



## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA</b> (DONNÉES SUR LE PAYS)	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD LOANS</b> (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA)	<b>3</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK – AZERBAÏDJAN/GEORGIA</b> (CADRE LOGIQUE – AZERBAÏDJAN/GÉORGIE)	<b>4</b>
<b>IV. QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS</b> (APPORTS QUANTIFIÉS, OBJECTIFS ET FACTEURS CLÉS DU PROGRAMME)	<b>9</b>
<b>V. SUMMARY COST AND FINANCING TABLES</b> (TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES COÛTS ET DU FINANCEMENT)	<b>11</b>
<b>VI. ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> (ORGANISATION ET GESTION)	<b>15</b>
<b>VII. ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS</b> (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	<b>24</b>

### AZERBAÏDJAN - TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Manat azerbaïdjanais (AZM)
1,00 USD	=	4 300 AZM
1,00 AZM	=	0,0002 USD

### GÉORGIE - TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Lari géorgien (GEL)
1,00 USD	=	2,0 GEL
1,00 GEL	=	0,5 USD

### POIDS ET MESURES

Système métrique

### SIGLES ET ACRONYMES

ACDI/VOCA	Agricultural Cooperative Development International/ Volunteers in Overseas Cooperative Assistance (ONG)
ADRA	Adventist Development and Relief Agency
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
FINCA International	Fondation pour l'assistance communautaire internationale
ONG	Organisations non gouvernementales
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SAB	Groupe suisse pour les montagnes
S&E	Suivi et évaluation
SPF	Secours populaire français
UGP	Unité de gestion du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets



**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE**

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

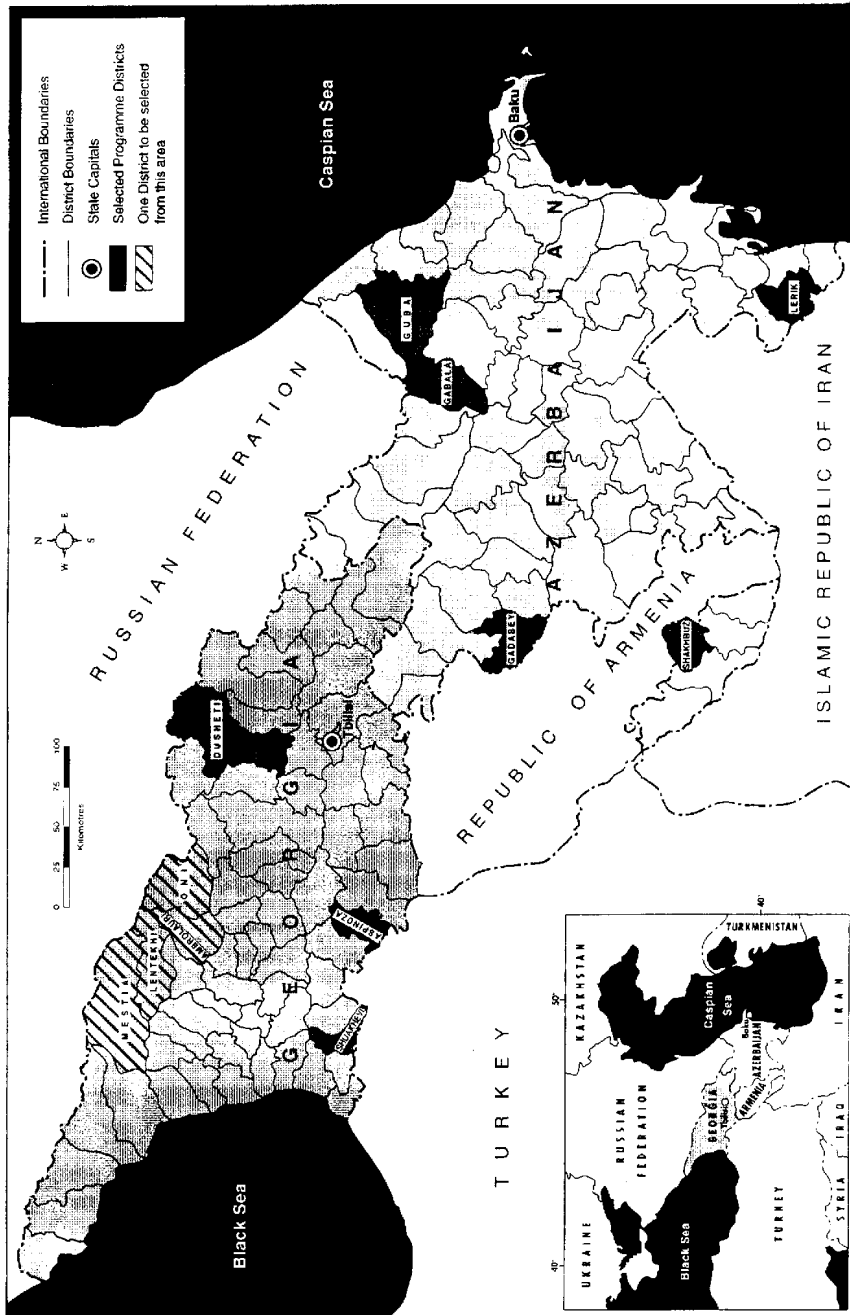
**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE**

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre



### CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LES ZONES  
DE MONTAGNE ET DE HAUTES TERRES**

**RÉSUMÉ DU PRÊT - RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE**

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République azerbaïdjanaise
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Bureau du Conseil des ministres
<b>COÛT TOTAL DU PROGRAMME:</b>	10,00 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	6,90 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,00 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	À déterminer
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	À déterminer
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	400 000 USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	480 000 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

**PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LES ZONES  
DE MONTAGNE ET DE HAUTES TERRES**

**RÉSUMÉ DU PRÊT - RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE**

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROGRAMME:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République de Géorgie
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
<b>COÛT TOTAL DU PROGRAMME:</b>	9,23 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	6,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,00 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	À déterminer
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	À déterminer
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	650 000 USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	500 000 USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



## NOTE DE PRÉSENTATION

**Objectifs du programme.** L'objectif global du programme commun concernant l'Azerbaïdjan et la Géorgie est d'améliorer durablement la qualité de la vie des populations montagnardes, en accroissant leurs revenus tout en protégeant les ressources naturelles et l'environnement. Plus précisément, il s'agira: a) de renforcer la participation des bénéficiaires à l'économie de marché et de gérer la base de ressources naturelles dont leurs moyens d'existence dépendent; b) d'améliorer la gestion des ressources naturelles et l'accès aux services financiers, techniques et commerciaux; c) de protéger et de remettre en état l'environnement en créant des institutions communautaires appropriées; et d) de renforcer la capacité des pouvoirs publics de répondre aux besoins des populations montagnardes en créant des mécanismes institutionnels appropriés.

**Profil des bénéficiaires du programme.** Ce programme bénéficiera à quelque 18 800 ménages (8 200 en Azerbaïdjan et 10 600 en Géorgie) établis dans 776 communautés (340 en Azerbaïdjan et 436 en Géorgie) en leur offrant des crédits et une aide pour moderniser l'agriculture. Les interventions permettront au moins de doubler le revenu des bénéficiaires et d'améliorer la sécurité alimentaire des familles. Toutes les familles sauf celles qui pratiquent l'élevage en transhumance deviendront autosuffisantes pour les céréales et les produits de l'élevage, tandis que celles qui pratiquent la transhumance obtiendront surtout un accroissement de leurs revenus monétaires, ce qui leur permettra d'acheter les céréales et autres denrées essentielles. La crise économique actuelle a amené les femmes à sortir de la sphère familiale et à se lancer dans des activités commerciales. Le programme les y aidera en leur donnant accès à des crédits et à un appui technique.

**Mécanisme de ciblage.** Pour définir la zone cible, on a employé deux caractéristiques essentielles des terrains montagneux, l'altitude et la pente. Les districts retenus sont ceux dans lesquels plus de 50% de la population vivent à plus de 500 m d'altitude. On donnera la priorité aux communautés vivant à plus de 1 000 m d'altitude, où les conditions de vie sont plus dures et les possibilités plus limitées. Au total, 53 districts d'Azerbaïdjan et de Géorgie répondent aux critères du programme et leur population totale est de 2,5 millions d'habitants (1,2 en Azerbaïdjan et 1,3 en Géorgie), ce qui représente 60% de la population rurale de ces deux pays. Le nombre total de ménages ruraux des 20 districts d'Azerbaïdjan qui répondent aux critères est estimé à 61 000, dont 56% vivent au-dessus de 500 m et 44% au-dessus de 1 000 m. En Géorgie, le nombre total de ménages ruraux vivant dans les 33 districts visés est estimé à 290 000, dont 87% vivent au-dessus de 500 m et environ 32% au-dessus de 1 000 m.

**Participation des bénéficiaires.** On adoptera une approche participative souple qui permettra d'ajuster et d'améliorer le programme à la lumière de l'expérience. Le processus de participation communautaire sera axé sur la définition des priorités et la sélection des interventions. Des organisations non gouvernementales (ONG) organiseront les habitants des communautés défavorisées et les aideront, individuellement ou collectivement, à définir leurs objectifs de développement prioritaires et à les réaliser, notamment en formant des groupes d'utilisateurs tels que des associations d'utilisateurs d'eau pour la gestion de l'irrigation, des groupes d'éleveurs pour la gestion des pâturages, des groupes de production végétale pour la mécanisation de l'agriculture, des groupes de commercialisation et des comités communautaires de gestion des forêts pour la remise en état des forêts.

**Risques.** Les principaux risques sont les suivants: a) difficultés d'adaptation à l'approche participative, autant pour les communautés qui n'ont pas encore pris conscience de leur capacité de décision et d'initiative que pour les responsables de la gestion du programme et les fournisseurs de services techniques, qui devront aussi modifier en profondeur leur attitude dirigiste traditionnelle; b) le fait que certains responsables publics n'auront peut-être pas pris toute la mesure du changement économique et n'y apporteront pas l'appui nécessaire; et c) des ingérences réduisant l'autonomie de l'Unité de gestion du programme en matière de gestion au jour le jour et peut-être aussi celle de l'Agence de développement des zones de montagne.

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE AZERBAÏDJANAISE ET À LA RÉPUBLIQUE DE GÉORGIE**  
**POUR**  
**LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL POUR LES ZONES**  
**DE MONTAGNE ET DE HAUTES TERRES**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant deux propositions de prêt: une à la République azerbaïdjanaise d'un montant de 6,90 millions de DTS (équivalant approximativement à 9,00 millions de USD) et une autre à la République de Géorgie d'un montant de 6,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,00 millions de USD), tous deux à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres dans ces deux pays. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**Le cadre de collaboration régionale**

1. Malgré d'importantes différences culturelles et ethniques, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont de nombreuses caractéristiques communes. Comme il s'agit de deux pays situés dans les montagnes du Caucase, leur environnement naturel est similaire; en outre, ils partagent un héritage historique commun en tant qu'anciens membres de l'Union soviétique et rencontrent les mêmes difficultés de transition vers l'économie de marché. Ils ont aussi de nombreuses similitudes socio-économiques: le processus de privatisation des terres a créé des milliers de petites exploitations agricoles de subsistance, une grande partie de l'industrie nationale n'est plus viable, les services financiers et commerciaux de base sont très insuffisants et le cadre juridique nécessaire pour leur développement n'est pas encore au point et, enfin, les institutions publiques ne sont pas adaptées aux besoins d'une économie de marché. La pauvreté rurale endémique, longtemps cachée par l'étatisation des moyens de production et de distribution, a refait surface et a été aggravée par la paupérisation transitoire due à la restructuration du secteur agricole et par le chômage massif résultant de la restructuration de l'industrie manufacturière.

2. Afin d'améliorer le sort des communautés montagnardes, les Gouvernements azerbaïdjanais et géorgien ont demandé au FIDA de financer un programme commun de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres afin d'exploiter les complémentarités entre les deux pays pour renforcer le processus de développement. Ce programme devrait permettre de trouver des synergies pour résoudre des problèmes communs aux deux pays, faciliter la concertation au sujet de ces problèmes communs, promouvoir les échanges de données d'expérience et de solutions éprouvées et favoriser la coopération régionale au service de la lutte contre la pauvreté.

3. Compte tenu de ces considérations, le programme a été élaboré en parallèle dans les deux pays. Pour commencer, le FIDA a fait faire une étude de la pauvreté rurale dans les pays du Caucase (Azerbaïdjan, Géorgie et Arménie) suivie par une évaluation des besoins des communautés montagnardes de chaque pays, réalisée en février-mars 1999. Le point culminant du processus d'admission du programme a été le Forum sur le développement organisé à Bakou en mars 1999, auquel ont participé des représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales des

deux pays. À cette occasion, des spécialistes des deux pays ont fait ensemble une analyse détaillée des problèmes des communautés montagnardes, hiérarchisé les priorités et défini les interventions essentielles à envisager dans le programme et les conditions de leur réussite. Ce débat a permis d'encadrer la conception du programme. À la clôture du forum, les ministres des deux pays ont entériné ses conclusions en tant que base pour l'élaboration du programme, qui a été précédée d'une étude détaillée des caractéristiques des zones de montagne et de hautes terres des deux pays faite par des organisations locales. Le programme a été formulé en août 1999 et l'évaluation prospective a été réalisée en janvier-mars 2000.

## **PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

### **A. L'économie et le secteur agricole de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie**

#### **Azerbaïdjan**

4. L'Azerbaïdjan est le plus grand des pays transcaucasiens, avec une superficie de 86 600 km<sup>2</sup>. Ses voisins sont la Fédération de Russie et la Géorgie au nord, l'Iran au sud et l'Arménie à l'ouest. La République autonome de Nakhitchévan, bien que séparée du reste du pays par l'Arménie, fait partie de l'Azerbaïdjan. Elle a une courte frontière avec la Turquie. La région du haut Karabakh, qui couvre environ 20% du territoire azerbaïdjanais, est une enclave où vivent quelque 130 000 Arméniens qui fait l'objet d'un conflit persistant entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie depuis l'effondrement de l'Union soviétique. La topographie et le climat sont assez diversifiés. Les zones d'altitude (plus de 1 000 m) couvrent quelque 43% du territoire.

5. La population est estimée à 7,9 millions d'habitants (1998), dont 1,7 million vivent dans la capitale (Bakou). Le taux d'urbanisation est élevé puisque 52% de la population vivent dans des villes. Le taux de croissance démographique est de 1,3%. Du fait du conflit armé avec l'Arménie, 850 000 personnes environ, soit 11% de la population, sont réfugiées ou déplacées à l'intérieur du pays.

6. Avant l'indépendance (1991), l'économie azerbaïdjanaise était dominée par l'industrie pétrolière et son taux de croissance était le plus élevé de toutes les républiques soviétiques. Les conflits armés et les troubles politiques consécutifs à l'indépendance ont provoqué un effondrement économique sans équivalent dans la Communauté d'États indépendants. L'Azerbaïdjan a beaucoup tardé à s'attaquer aux réformes structurelles. Entre 1992 et 1995, le produit intérieur brut (PIB) réel a chuté de près de 70%, les revenus réels ont été érodés par une forte inflation, le taux de change a baissé et les réserves internationales ont été presque épuisées. Toutefois, l'adoption d'un vaste programme de stabilisation et la signature d'accords de partage de la production avec des compagnies pétrolières étrangères, qui ont suscité d'importants investissements étrangers directs, ont déclenché un redressement de l'économie à partir de 1996. Le taux de croissance réel du PIB a atteint 8,5% en 1998 et le taux d'inflation était tombé à 4% en 1997. Toutefois, en 1997, le PIB réel ne dépassait pas 45% du niveau d'avant 1990. Le PIB par habitant est estimé à 490 USD (1998). Tout au long du processus, le gouvernement a cherché à faire en sorte que la transition débouche sur une économie diversifiée, c'est-à-dire pas trop tributaire du pétrole. Vu l'importance des réserves pétrolières, les perspectives à long terme de l'Azerbaïdjan pourraient être excellentes. Néanmoins, la pauvreté est endémique et il se pourrait bien que les catégories les plus pauvres de la population ne profitent guère de la manne pétrolière.

---

<sup>1</sup> Pour plus de précisions, voir l'appendice I, parties 1 et 2.



7. Le secteur agricole est très diversifié en raison de la grande diversité agroclimatique. Les principales zones agricoles sont les plaines centrales. Comme la pluviométrie est inférieure à 300 mm par an, 75% des 1,5 million d'ha en cultures annuelles sont irrigués. Toutefois, les réseaux d'irrigation ont été mal entretenus et, comme le drainage est insuffisant, deux tiers des superficies irriguées sont plus ou moins affectées par la salinité. Quelque 43% de la superficie du pays sont exposés à l'érosion. Les principales cultures sont le blé, l'orge, les plantes fourragères, le coton, le tabac et les légumes; il y a des vignobles et des vergers sur les piémonts. L'Azerbaïdjan est presque autosuffisant pour les produits alimentaires de base mais, comme dans le passé, il importe des céréales et de nombreux produits alimentaires transformés. Traditionnellement, l'agriculture fournissait des recettes d'exportation (coton, vin, fruits et légumes), mais l'effondrement des marchés d'exportation et la privatisation des terres ont entraîné une modification importante des choix de cultures. Les superficies consacrées aux cultures vivrières (en particulier le blé) ont nettement augmenté, ce qui a partiellement compensé le déclin des rendements. Celles consacrées aux cultures commerciales ont considérablement diminué, la production de raisin tombant à 12% du niveau enregistré en 1990 et celle de coton à 20%, car les agriculteurs dont les terres ont été privatisées ont généralement opté pour des productions de subsistance. Comme ils ne peuvent pas obtenir de crédit pour acheter des intrants, les rendements et la production ont diminué.

8. La privatisation des terres a été lancée en 1992, mais le programme a pris du retard et il n'a vraiment atteint sa vitesse de croisière qu'après l'adoption de la loi sur la réforme agraire en 1996. Elle a eu pour effet de créer environ 800 000 petites exploitations d'une superficie moyenne de 1,6 ha. Parallèlement aux exploitants privés individuels, il existe diverses formes de coopératives et de groupements informels. Le cheptel a diminué après 1990, et il reste bien inférieur à ce qu'il était avant l'indépendance: il y a aujourd'hui 1,8 million de bovins et 5,2 millions d'ovins et de caprins. La productivité a aussi beaucoup baissé. L'élevage est aujourd'hui presque entièrement privatisé.

9. Il existe des possibilités considérables d'expansion et de diversification de l'agriculture. Le crédit est sous-développé et la plupart des agriculteurs n'ont aucun accès à des crédits formels. Il n'existe pas de services financiers dans les zones montagneuses. Dans le cadre d'un nouveau projet de développement agricole, la Banque mondiale appuiera la formation de coopératives de crédit et de groupes d'emprunteurs solidaires, mais il est probable que cela concernera principalement les exploitations relativement importantes des zones de plaine. La réglementation actuellement appliquée par la Banque nationale d'Azerbaïdjan à la création de coopératives de crédit n'est pas adaptée aux besoins des ménages pauvres en ressources, car elle exige un capital social minimum de 5 000 USD. Ces questions ont été examinées avec le Gouvernement azerbaïdjanais, qui a accepté en principe d'apporter à la réglementation en vigueur les modifications nécessaires pour faciliter l'établissement de coopératives de crédit dans les montagnes.

## **Géorgie**

10. La superficie totale de la Géorgie est de 69 700 km<sup>2</sup>. Les pays limitrophes sont la Russie au nord, l'Azerbaïdjan à l'est et l'Arménie et la Turquie au sud. Le pays est très montagneux: près de 54% de la superficie totale sont considérés comme zones de montagne et 33% comme zones de piémont. La population est estimée à 5,4 millions d'habitants (1996). En 1999, la Géorgie s'est classée au 85e rang des 174 pays pour lesquels le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) calcule son indice du développement humain.

11. Avant l'indépendance (1991), le niveau de vie était relativement élevé grâce à la situation géographique favorable de la Géorgie et à sa spécialisation dans la fourniture de produits agricoles introuvables ailleurs en Union soviétique ne pouvait fournir. L'économie géorgienne était traditionnellement agraire, mais une importante base industrielle a été développée de façon quelque peu artificielle durant l'ère soviétique, au moyen d'intrants subventionnés et d'énergie importée. Après le démantèlement de l'Union soviétique, la production industrielle de la Géorgie s'est



effondrée. En conséquence, la population s'est considérablement appauvrie, le PIB réel chutant de plus de 75% entre 1990 et 1995, si bien que le revenu par habitant est tombé de 2 280 USD en 1990 à 363 USD en 1993, que les salaires réels ont baissé de plus de 90% et que le taux d'inflation a dépassé 54% par mois, ce qui a éliminé l'épargne accumulée. La plupart des entreprises ont cessé leurs activités et le pays a survécu grâce à l'aide humanitaire occidentale.

12. La transformation de l'économie a commencé au milieu de 1994 lorsque le gouvernement a adopté une politique d'ajustement structurel appuyée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. L'inflation a été maîtrisée et son taux est tombé à 7% en 1997. Le taux de croissance du PIB a atteint quelque 9% en 1998 et le produit national brut (PNB) par habitant est remonté à 930 USD. Toutefois, il subsiste de graves problèmes structurels, en particulier du fait de l'étroitesse de l'assiette fiscale, qui se traduit par un déficit budgétaire important et croissant et empêche l'État de financer les services sociaux.

13. L'agriculture a toujours été un secteur important de l'économie géorgienne. À l'époque soviétique, les principales cultures étaient le thé, les agrumes, les fruits d'arbres à feuilles caduques et le raisin, qui étaient essentiellement destinées à l'exportation vers d'autres républiques soviétiques, tandis que le blé, le sucre, le lait et la viande étaient importés. La disparition des débouchés et la privatisation qui a créé environ 1 million de petites exploitations d'une superficie moyenne de 0,75 ha ont transformé en profondeur la production agricole. Les agriculteurs indépendants ayant acquis des terres privatisées sont revenus à la production de subsistance, leurs principales cultures étant le blé, le maïs et la pomme de terre, et la superficie consacrée aux cultures commerciales a diminué de plus de 50%. Comme les agriculteurs n'ont pas les moyens d'acheter des intrants, les rendements ont chuté: le rendement du blé est tombé de 3 à 1,3 t/ha et celui du maïs de 2,5 à 1,4 t/ha. Le tiers environ des terres des exploitations familiales sont en jachère, car les intrants, les machines et les crédits manquent. Comme il a été décidé, lors de la privatisation, de distribuer des terres de qualité différente à tous les ménages, les exploitations sont fragmentées et en moyenne chaque famille possède 3,3 lopins. Quelque 33% des terres arables sont exposées à l'érosion, qui est due principalement au fait que les terres en forte pente ne sont pas labourées suivant les courbes de niveau et à l'insuffisance du couvert végétal, en particulier durant les fortes pluies de printemps.

14. Après la privatisation de l'élevage, le cheptel a beaucoup diminué car la Géorgie n'a plus eu accès aux pâturages d'hiver situés en Fédération de Russie, les éleveurs individuels n'avaient pas les moyens d'acheter des aliments fourragers pour l'hiver et de nombreuses familles ont été forcées à abattre leurs animaux pour survivre. En outre, l'élevage en transhumance a été complètement perturbé. Autrefois, les systèmes de production négligeaient la culture de plantes fourragères et étaient tributaires de l'importation d'aliments concentrés subventionnés. On n'avait pas optimisé la production des pâturages en établissant des espèces plus productives. Il y a actuellement peu de problèmes zoonitaires, mais l'effondrement des services vétérinaires est préoccupant. Comme l'État n'a pas les ressources nécessaires, il faut appuyer le développement de services vétérinaires privés.

15. **Incidence de la pauvreté en Azerbaïdjan et en Géorgie.** Avant l'indépendance, l'Azerbaïdjan était une des républiques les plus pauvres de l'ex-Union soviétique, plus du tiers de la population vivant au-dessous du minimum de subsistance officiel. La pauvreté s'est sensiblement aggravée dans les années 90 en raison des problèmes de transition, de chocs extérieurs et de l'instabilité intérieure. Aujourd'hui, quelque 60% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté. L'incidence de la pauvreté est particulièrement élevée dans la région de Nakhitchévan, car le blocus économique imposé par l'Arménie a fait beaucoup monter les prix. La pauvreté est en grande partie transitoire et pourrait reculer une fois que le pays aura retrouvé le chemin de la croissance et que les salaires et l'emploi s'amélioreront.



16. En Géorgie, la proportion de ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté officiel, qui est de 102 GEL par personne et par mois, est extrêmement élevée: 74%. La pauvreté absolue est généralement moins fréquente dans les campagnes que dans les villes, car il y a plus de possibilités d'autoconsommation. Le chômage ou l'insuffisance de la rémunération du travail sont les principaux facteurs qui expliquent la prépondérance de la pauvreté urbaine. Les aspects psychologiques de la pauvreté sont aussi importants que ses aspects économiques. De nombreuses personnes ont beaucoup de mal à s'adapter à la détérioration de leur situation et se sentent humiliées. L'incapacité de participer aux activités sociales et d'aider les proches dans le besoin entraîne une perte de considération et est une cause majeure de souffrance psychique pour bon nombre des nouveaux pauvres de Géorgie.

17. Depuis le démantèlement des collectifs de production, le niveau de vie des populations montagnardes s'est considérablement dégradé. La plupart des ménages ne peuvent pas produire plus que le strict nécessaire: ils ont assez de cultures et d'animaux pour vivre chichement, mais ne peuvent dégager aucun excédent qui leur permettrait d'investir et de reconstituer leurs actifs. Souvent, ils abattent leurs jeunes animaux car ils n'ont pas assez d'aliments fourragers pour l'hiver, ou pour pouvoir faire face à des dépenses essentielles. La plupart n'ont que les deux vaches qui sont considérées comme le minimum de subsistance. Ils sont donc très vulnérables car tout événement les forçant à se défaire d'un de leurs animaux les réduirait à la misère. La plupart des familles d'agriculteurs ont aujourd'hui moins d'animaux qu'ils n'en détenaient à titre privé durant la période collectiviste.

### **B. Leçons tirées de l'expérience du FIDA**

18. À ce jour, le FIDA a financé un projet en Azerbaïdjan (Projet de privatisation d'exploitations agricoles), en partenariat avec la Banque mondiale. L'objectif de ce projet était d'atténuer l'impact négatif de la réforme économique et de la privatisation sur les petits agriculteurs. Les interventions prévues concernaient les levés cadastraux, l'établissement de titres fonciers et la fourniture de crédit et de conseils commerciaux aux nouveaux agriculteurs issus de la privatisation. Le FIDA a aussi financé un projet de développement agricole en Géorgie, toujours en partenariat avec la Banque mondiale, dans le cadre duquel il appuie le développement de coopératives de crédit et quelques activités d'enregistrement foncier.

19. Les leçons tirées de cette expérience sont les suivantes:

#### **Azerbaïdjan**

- a) Les agriculteurs ont montré qu'ils étaient capables de comprendre les principes fondamentaux du crédit; toutefois, ils préfèrent obtenir leur crédit en espèces, car cela leur permet de payer les intrants moins chers;
- b) La lourdeur des formalités de demande, d'évaluation et de décaissement des petits prêts de fonds de roulement accroît les coûts de transaction pour les agriculteurs et les dissuade d'en demander. En supprimant l'obligation de présenter un plan d'exploitation complexe, et en se contentant d'une simple demande, on incitera les agriculteurs à recourir davantage au crédit, ce qui aidera à atteindre les objectifs du projet;
- c) Les nouveaux agriculteurs indépendants issus de la privatisation se sont montrés très diligents et capables d'initiative pour diversifier leurs activités. Cela témoigne de leur fort sens de la propriété et de leur capacité à gérer sagement une entreprise, mais la réglementation trop touffue continue d'entraver l'expansion des exploitations agricoles privées; et
- d) Le retard du déblocage des fonds de contrepartie a eu une incidence négative sur l'exécution du projet.

## Géorgie

- a) Pour être viables, les coopératives de crédit doivent avoir un portefeuille de prêts minimum. L'expérience a montré qu'il faut chercher à accroître le nombre des adhérents pour améliorer les perspectives de viabilité des coopératives de crédit;
- b) Il faut insister davantage sur le respect des normes prudentielles par les coopératives de crédit;
- c) Il faut adapter le rythme de création de coopératives de crédit aux capacités de l'institution chargée d'assurer la formation et la supervision sur le terrain, pour donner aux coopératives les moyens d'assumer leurs tâches de gestion;
- d) Il faut mieux former les gestionnaires des coopératives de crédit; et
- e) D'après les premières indications, le taux de remboursement des prêts consentis aux coopératives de crédit est satisfaisant.

### C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie

#### Politiques nationales de lutte contre la pauvreté

20. Depuis l'indépendance (1991), le Gouvernement géorgien a donné la priorité à la restructuration et à la privatisation du secteur agricole. Il commence maintenant à s'attaquer à la tâche urgente consistant à fournir aux nouveaux petits exploitants appauvris des zones montagneuses l'aide au développement dont ils ont besoin. Il a pris une décision importante à cet égard en promulguant la récente loi sur le développement socio-économique et culturel des régions montagneuses et en créant une commission spéciale pour les zones de montagne.

21. En Azerbaïdjan, les autorités ont récemment élaboré un cadre institutionnel plus favorable au développement dans plusieurs domaines essentiels, qui aura des incidences importantes sur les pauvres ruraux. Le Code foncier de 1998 prévoit une approche participative avec la création de groupes de protection de la terre, appuyés par un fonds pour l'amélioration foncière, l'amélioration des pratiques culturelles sur les terres dégradées et la mise en œuvre de mesures de conservation des sols dans les zones d'altitude. Le récent Code forestier autorise les collectivités à louer des terres forestières dégradées pour le reboisement et la mise en culture.

22. Le Gouvernement azerbaïdjanais est manifestement résolu à favoriser le développement des zones montagneuses, mais jusqu'à présent, il n'a pas suffisamment tenu compte de leurs besoins spécifiques dans l'élaboration de ses politiques ou stratégies. En outre, il n'existe aucune institution expressément chargée de formuler un programme pour promouvoir, orienter et appuyer le développement des zones de montagne marginales, alors que les besoins de ces zones sont très spécifiques et ne sont pas convenablement pris en compte dans les stratégies sectorielles. Enfin, l'absence de cadre juridique pour les activités de microfinance envisagées dans le programme constitue un problème institutionnel majeur.

#### Activités de lutte contre la pauvreté par d'autres donateurs importants et ONG

23. Les possibilités d'expansion et de diversification de l'agriculture, tant en Azerbaïdjan qu'en Géorgie, sont considérables. Les principaux obstacles sont le sous-développement du marché du crédit formel, qui est inaccessible à la plupart des agriculteurs et en particulier aux agriculteurs de montagne. En Azerbaïdjan, le Projet de développement et de crédit agricole que prépare la Banque mondiale soutiendra les services vétérinaires, particulièrement dans le Nakhitchévan, et encouragera l'adoption de nouvelles méthodes de vulgarisation. En outre, il appuiera la création de coopératives de crédit et de groupes d'emprunteurs solidaires, mais cela concernera probablement surtout les exploitations relativement importantes des plaines. Le règlement temporaire actuellement appliqué par



la Banque nationale d'Azerbaïdjan en matière de création de coopératives de crédit n'est pas adapté aux besoins des ménages disposant de peu de ressources, car il exige une participation minimale aux fonds propres de 5 000 USD. Ces questions ont été examinées avec le gouvernement qui a accepté d'apporter au règlement en vigueur les modifications nécessaires pour faciliter la création de coopératives de crédit dans les montagnes.

24. Plusieurs ONG internationales actives en Azerbaïdjan (Adventist Development and Relief Agency, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE), Relief International, Agricultural Cooperative Development International/Volunteers in Overseas Cooperative Assistance (ACDI/VOCA) et World Vision International) ont des activités pertinentes pour le FIDA, dans les secteurs de l'agriculture, de la microfinance et du développement communautaire. Jusqu'à présent, l'essentiel des activités ont été axées sur les personnes déplacées, mais ces ONG ont l'intention d'intervenir aussi en faveur d'autres groupes vulnérables. La Fondation pour l'assistance communautaire internationale (FINCA International) est l'ONG la plus active dans le secteur de la microfinance et elle applique une approche fondée sur la création de caisses villageoises.

25. En Géorgie, la création de coopératives de crédit dans le cadre de l'actuel projet de développement agricole financé par la Banque mondiale et le FIDA a apporté une contribution essentielle en rétablissant la confiance envers le système financier et en démontrant qu'il était possible d'obtenir une discipline suffisante en matière de crédit. La prochaine étape consistera à mettre au point des mécanismes liant la discipline financière à l'accès au crédit dont les agriculteurs ont besoin. Divers programmes de microfinance mis en œuvre par des ONG ont obtenu des résultats positifs similaires, mais leur portée est limitée et aucun ne couvre les zones montagneuses. FINCA International applique un modèle fondé sur la création de caisses villageoises et sur le crédit aux petites entreprises dans les zones urbaines et a l'intention d'étendre ses activités aux zones rurales. Le programme de l'ONG Constanta (parrainée par Save the Children) est le plus important (3 500 bénéficiaires), mais pour le moment il ne concerne que des personnes déplacées. L'absence d'un cadre juridique adapté à la microfinance constitue un problème auquel il faudra remédier en mettant en place des mécanismes suffisamment souples pour permettre le développement de différents modèles de microfinance.

26. Le Projet de recherche, de vulgarisation et de formation agricoles prévu par la Banque mondiale financera des activités de recherche adaptative et de diffusion de technologies, de vulgarisation et de démonstration en exploitation (généralement liées à un autre projet de la Banque mondiale concernant l'irrigation et le drainage). L'Agence allemande de coopération technique (GTZ) collabore avec CARE pour faire des essais de semences de pommes de terre et améliorer la commercialisation des légumes produits dans le sud de la Géorgie. CARE et le Secours populaire français (SPF) sont les deux principales ONG actives dans le domaine du développement agricole. CARE applique une approche communautaire et s'emploie notamment à promouvoir la création de coopératives d'agriculteurs. Le SPF abandonne progressivement l'assistance humanitaire au profit d'activités telles que la gestion des pâturages, l'amélioration de l'élevage, la protection de l'environnement et l'organisation des communautés.

### **Stratégie du FIDA en Azerbaïdjan et en Géorgie**

27. La stratégie globale du FIDA pour l'Azerbaïdjan et la Géorgie vise à promouvoir l'efficacité et l'efficience du processus de transition et à améliorer durablement le revenu disponible et la production de subsistance des petits agriculteurs en agissant sur plusieurs fronts: a) appuyer les efforts des deux gouvernements pour créer un cadre politique et institutionnel solide et propice à une croissance durable et équitable induite par le secteur privé; b) faire participer les bénéficiaires à la prise de décisions et promouvoir l'autonomie des communautés; c) renforcer la compétitivité du secteur agricole; d) améliorer l'accès aux services financiers ruraux; e) développer les activités non





agricoles; f) faire en sorte que les femmes aient un accès équitable aux possibilités de développement; et g) encourager les ONG à jouer un rôle de catalyseur dans le processus de développement. C'est dans cette optique que le programme commun proposé a été conçu.

28. **Raison d'être du programme.** Le programme est nettement axé sur le développement des zones de montagne. Beaucoup d'éléments donnent à penser que la pauvreté, tant en Azerbaïdjan qu'en Géorgie, est transitoire, mais les communautés de montagnards ont des problèmes particuliers en raison de leur isolement et de l'étroitesse de leur base de ressources. Il est peu probable que leur situation s'améliore automatiquement en réponse à la croissance générale et il y a donc un risque plus élevé de paupérisation structurelle des zones de montagne. En outre, l'économie rurale qui commence à s'orienter sur le marché reste fragile; pour exploiter toutes les possibilités qu'elle offre afin de réduire la pauvreté dans ces zones, il faudra gérer habilement les ressources, mettre en place des services d'appui adaptés et coordonnés, diversifier les activités productives et promouvoir l'esprit d'entreprise.

29. Les ressources dont disposent actuellement les communautés montagnardes sont insuffisantes pour leur permettre d'obtenir un niveau de vie raisonnable. Les troupeaux sont petits et leur productivité est faible; les rendements des cultures sont maigres et les familles d'agriculteurs n'ont pas la trésorerie ou l'accès au crédit nécessaire pour les améliorer. Les principaux problèmes des petits agriculteurs sont les suivants: a) manque de ressources pour produire et entreposer ou acheter suffisamment d'aliments fourragers afin d'assurer la survie du cheptel pendant l'hiver; b) difficultés d'accès aux technologies modernes qui permettraient d'empêcher l'érosion des marges due à des coûts d'exploitation élevés; c) méconnaissance des techniques d'agriculture pluviale susceptibles de remplacer les cultures irriguées non économiques; d) sous-développement des services financiers ruraux, ce qui empêche les agriculteurs d'obtenir des crédits pour reconstituer leur cheptel et pour adopter les nouvelles technologies; et e) effondrement des services d'appui et des infrastructures ruraux.

30. Dans ces conditions, la stratégie du FIDA doit apporter une contribution importante à la mise en place des moyens institutionnels, financiers et techniques nécessaires pour appliquer une stratégie cohérente de développement des zones de montagne. Dans un premier temps, on privilégiera les domaines dans lesquels il est possible de définir des interventions immédiates pouvant avoir des effets positifs, tout en lançant des activités dans d'autres domaines dans lesquels des innovations technologiques ou institutionnelles sont requises, ce qui nécessite une expérimentation des méthodes sur le terrain. La conception du programme tient aussi compte du fait que les approches sectorielles du développement négligent les zones de montagne marginales et n'offrent pas de solutions adaptées aux besoins des communautés montagnardes qui risquent d'être encore plus marginalisées dans le processus de développement. En outre, le programme appuiera des initiatives prises par les pouvoirs publics pour associer les communautés à la planification et à la gestion des activités de développement, notamment en ce qui concerne la protection de l'environnement.

## DEUXIÈME PARTIE - LE PROGRAMME

### A. Zone du programme et groupe cible

31. Pour définir la zone du programme dans les deux pays, on s'est fondé sur deux aspects essentiels des topographies montagneuses, l'altitude et la pente. On a donc décidé de retenir les districts dans lesquels plus de 50% de la population vivent au-dessous de 500 m d'altitude. Cette définition générale englobe des zones situées entre 500 et 1 000 m d'altitude, dans lesquelles le principal obstacle au développement est plutôt la pente que l'altitude. Au-delà de cette définition générale, on affinera la sélection des groupes cibles de la façon suivante:

- a) on donnera la priorité aux communautés vivant à plus de 1 000 m d'altitude; et



- b) on inclura dans le programme des communautés vivant entre 500 et 1 000 m d'altitude en appliquant certains critères pour ne retenir que les plus défavorisées. Ces critères sont les suivants: i) prédominance de terres en forte pente; ii) insuffisance de la base de ressources de la majorité des familles, c'est-à-dire de la superficie moyenne des exploitations et du cheptel; iii) insuffisance de l'accès aux pâturages et aux prés; et iv) forte proportion de terres agricoles dégradées.

32. Sur la base de ces critères, on a retenu au total 20 districts en Azerbaïdjan et 33 en Géorgie, où vivent respectivement 1,3 million et 1,2 million de personnes. Comme la présente intervention constitue la première étape d'un programme de développement à long terme appuyé par le FIDA qu'il est prévu de lancer, on a sélectionné en priorité des districts dans lesquels il serait possible de valider un modèle qui pourrait ensuite être reproduit dans d'autres districts, en constituant un échantillon représentatif des districts montagnards. En d'autres termes, on a choisi des districts dans le but d'y expérimenter les interventions envisagées dans tout l'éventail des conditions existant dans les montagnes et les hautes terres de chacun des deux pays, afin d'acquérir l'expérience nécessaire pour déployer les activités à plus grande échelle dans les étapes ultérieures du programme.

33. En conséquence, on a constitué un échantillon de districts pilotes représentatifs des aspects suivants:

- a) topographies des zones de montagne;
- b) méthodes de gestion de l'élevage et de production végétale;
- c) conditions climatiques et agro-écologiques; et
- d) composition ethnique.

34. Pour assurer le développement futur du programme, il est aussi essentiel que les résultats de la phase pilote soient suffisamment positifs, ce qui implique que les districts pilotes doivent, tout en étant défavorisés, offrir des perspectives raisonnables de succès, et permettre de démontrer que l'approche du programme pourra aussi réussir dans des situations plus difficiles. Les facteurs jugés nécessaires pour offrir des chances raisonnables de succès sont les suivants:

- a) accès aux marchés;
- b) communication;
- c) base de ressources suffisante;
- d) population dynamique et désireuse d'améliorer son sort, et cadre institutionnel (gouvernemental et non gouvernemental) favorable; et
- e) possibilités de s'appuyer sur des activités existantes, c'est-à-dire celles des ONG, pour obtenir des résultats plus rapides.

35. **Azerbaïdjan.** En Azerbaïdjan, les districts retenus pour la première étape du programme sont ceux de Gadabay (Bas Caucase), Lerik (Monts Talish), Shahbuz (République autonome de Nakhitchévan) et Gabala et Guba (Grand Caucase). Le nombre total de familles rurales qui vivent dans ces districts est estimé à quelque 61 600, dont plus de 87% vivent au-dessus de 500 m d'altitude et quelque 44% au-dessus de 1 000 m. La présente intervention concernera environ 8 200 ménages, soit 13% de la population rurale de ces districts.

36. **Géorgie.** Les districts retenus pour cette première étape du programme sont ceux de Dusheti (est du Grand Caucase), Aspindza (haut-plateau du sud de la Géorgie) et Shuakhevi (monts Adjara); un des districts de l'ouest du Grand Caucase (Mestia, Lentekhi, Oni ou Ambralouri) sera ajouté ultérieurement. Le nombre total de familles rurales vivant dans ces districts est estimé à quelque 290 000, dont plus de 87% vivent au-dessus de 500 m d'altitude et environ 32% au-dessus de 1 000 m. La présente intervention aura pour cible quelque 10 600 ménages, soit 60% des ménages vivant dans la zone de montagne visée.



37. Dans les deux pays, le groupe cible sera composé de petits paysans dynamiques, opérant soit individuellement soit dans le cadre d'associations. En général, ces paysans ont obtenu, à l'issue du processus de privatisation au maximum 1 ha de jardins, de champs ou de prairies de fauche et ils possèdent au maximum 3 vaches laitières et 10 brebis. Ils sont représentatifs des nombreux ménages d'agriculteurs des zones de montagne dont le niveau de vie a dramatiquement chuté depuis le démantèlement des collectifs et qui se retrouvent piégés dans une économie de subsistance. Ils ont assez de cultures et d'animaux pour en vivre chichement, mais ne peuvent générer aucun excédent leur permettant d'investir et de reconstituer leurs actifs. Beaucoup d'entre eux abattent ou vendent régulièrement leurs jeunes animaux, soit parce qu'ils n'ont pas assez d'aliments fourragers pour l'hiver, soit tout simplement pour survivre, ce qui les empêche d'accroître leurs ressources productives. La plupart n'ont que deux vaches, ce qui est considéré comme le minimum vital, si bien qu'ils sont très vulnérables puisque tout événement les forçant à vendre une de leurs vaches les ferait tomber dans la misère. Aujourd'hui, la plupart des familles d'agriculteurs ont moins d'animaux qu'ils n'en possédaient à titre privé dans le cadre des anciens collectifs.

38. Les femmes de plus en plus nombreuses qui, en raison de l'absence des hommes, doivent assumer seules toutes les responsabilités agricoles et familiales constitueront une part importante du groupe cible. Les autres catégories de familles spécifiquement ciblées seront a) les jeunes ménages formés après la privatisation, qui n'ont pas de terre et ne possèdent que les quelques animaux domestiques que leurs parents ont pu leur donner; b) en Géorgie, les familles nombreuses pour lesquelles le problème de l'insuffisance des ressources est particulièrement aigu du fait que toutes les familles ont reçu la même surface de terre, quelle que soit leur taille; c) en Azerbaïdjan, où les terres ont été distribuées au pro rata du nombre de membres de la famille, les jeunes ménages qui n'ont reçu qu'un petit lopin au moment de la privatisation et qui, ayant eu plusieurs enfants depuis, ont de plus en plus de mal à en vivre; et d) les familles qui n'ont reçu que des terres marginales durant la privatisation.

## B. Objectifs et portée du programme

39. **Portée et conception du programme.** Pour assurer le développement durable des zones de montagne des deux pays, il faut résoudre ensemble un complexe de problèmes environnementaux, économiques et sociaux interdépendants. Comme l'expérience du développement et les capacités d'exécution sont limitées, il est impossible de s'attaquer simultanément à tous ces problèmes, mais il faudra le faire un jour ou l'autre. C'est pourquoi on a adopté pour stratégie de traiter ces problèmes l'un après l'autre dans le cadre d'un programme à long terme (12 à 15 ans) d'appui aux zones montagneuses d'Azerbaïdjan et de Géorgie.

40. Afin de limiter au maximum les risques d'échec du programme dans les premières années, on a défini des interventions similaires en Azerbaïdjan et en Géorgie. Cela permettra d'obtenir des synergies et d'appliquer à plus grande échelle et de façon plus approfondie les leçons tirées de l'expérience dans les deux pays. On a prévu à cet effet un programme de collaboration régionale, doté d'un financement distinct, pour stimuler des échanges de données d'expérience et d'idées sur les principaux problèmes de développement des zones de montagne qui intéressent les deux pays. À cet effet, on organisera une série de réunions de réflexion, d'ateliers thématiques et de visites pour faire connaître les meilleures pratiques mises au point dans le cadre du programme. La deuxième phase du programme devrait comprendre des activités à la fois plus diversifiées et plus spécifiques, dans la mesure où la méthode de base sera adaptée aux besoins des populations locales dans les deux pays.

41. La présente proposition concerne la première tranche de financement par le FIDA de la première phase du programme, qui durera sept ans. Pendant cette période, on testera les interventions dans des districts pilotes avant de les conduire sur une plus grande échelle. Les éléments essentiels du programme – participation communautaire, fourniture de crédit et amélioration des technologies – seront pour la plupart achevés dans les trois premières années. Au moment du bilan à mi-parcours, dans la quatrième année du programme, les principaux éléments d'un modèle de développement des

zones de montagne auront été mis au point et pourront être reproduits dans d'autres districts des zones de montagne et de hautes terres des deux pays. On prévoit donc de préparer une deuxième tranche de financement du FIDA (phase II) durant la quatrième année du programme. Dans cette deuxième phase, on appliquera dans de nouveaux districts les enseignements tirés de la première phase et on lancera de nouvelles interventions dans les districts pilotes, en tenant compte de l'évolution des besoins et des possibilités.

42. **Objectif.** L'objectif global du programme est d'améliorer durablement les conditions de vie des communautés montagnardes en les aidant à accroître leurs revenus par des moyens qui contribuent à la protection et à la remise en état de l'environnement. À cet effet, les investissements initiaux viseront à: a) renforcer la capacité des bénéficiaires de s'organiser pour mieux participer à l'économie de marché et gérer les ressources naturelles de façon durable; b) consolider les moyens d'existence des ménages ruraux en améliorant la gestion des ressources naturelles et l'accès aux services financiers, techniques et commerciaux; c) protéger et remettre en état l'environnement au moyen de mécanismes institutionnels communautaires appropriés, et d) renforcer la capacité des pouvoirs publics de comprendre les besoins des zones de montagne et d'y répondre en mettant en place des mécanismes institutionnels adaptés.

### C. Composantes

43. Pour l'essentiel, les composantes du programme seront les mêmes en Azerbaïdjan et en Géorgie, avec quelques variations mineures. Il y aura quatre grandes composantes:

- a) **Promotion du développement participatif.** On encouragera les ONG à mobiliser les communautés, à les aider à hiérarchiser leurs besoins de développement et à formuler et exécuter des projets de développement, ainsi qu'à créer des institutions communautaires appropriées (associations d'agriculteurs ou de villageois) pour gérer les interventions.
- b) **Appui à la création de revenu.** On appuiera i) la création de coopératives de crédit viables, appartenant aux communautés et gérées par leurs membres, pour distribuer des prêts financés par la ligne de crédit du programme, afin de permettre aux bénéficiaires de reconstituer et d'accroître leur cheptel, d'aménager les cultures fourragères et les pâturages, de transformer les produits de l'élevage, d'améliorer les cultures et de faire d'autres investissements, ainsi que de renforcer leurs fonds de roulement; ii) la production animale, en améliorant la disponibilité des aliments fourragers et des services vétérinaires privés et en établissant des services d'insémination artificielle pilotes; iii) la production végétale, en améliorant la distribution et la production de semences, en organisant des essais ou des démonstrations participatifs pour accroître la productivité des cultures existantes, rétablir les rotations et explorer les possibilités de diversification, en réparant les réseaux d'irrigation pour garantir les rendements dans les zones relativement sèches et en introduisant dans les zones arides des techniques de labour peu coûteuses permettant de conserver l'humidité du sol et d'améliorer la rentabilité de l'agriculture mécanisée; et iv) la transformation et la commercialisation des produits de l'élevage et autres produits, par la démonstration de méthodes domestiques améliorées et d'unités villageoises de transformation des produits laitiers, et la création de groupements de vente.
- c) **Activités pilotes d'amélioration communautaire de l'environnement.** On expérimentera des méthodes participatives et communautaires pour: i) la gestion communautaire du reboisement des zones forestières dégradées et ii) la lutte contre l'érosion et l'amélioration des sols sur les terres publiques et privées.

- d) **Gestion du programme.** On créera dans chaque pays (au sein du Bureau du Conseil des Ministres en Azerbaïdjan et du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation en Géorgie), une unité de gestion du programme (UGP) qui sera ultérieurement transformée en une Agence de développement des zones de montagne. Ses tâches seront les suivantes: i) planification du développement, élaboration de stratégies et mise au point de technologies pour le développement durable des zones de montagne; ii) mobilisation et gestion de fonds à l'appui du développement des zones de montagne; et iii) information et appui technique, financier et administratif. En outre, on créera un fonds de financement des initiatives de développement pour pouvoir adapter l'affectation des crédits en fonction de la demande exprimée par les communautés dans le cadre du processus de planification participative, en privilégiant les composantes pour lesquelles on aura obtenu de bons résultats.

44. **Composante reconstruction des infrastructures.** Dans les deux pays, ayant été négligées pendant près d'une décennie, une grande partie des infrastructures rurales sont dégradées ou en très mauvais état. Dans le cadre du programme, on les reconstruira en donnant la priorité à la distribution d'eau potable et à la construction de routes, de ponts, d'écoles, de jardins d'enfants et de dispensaires villageois. À cet effet, on emploiera deux mécanismes selon l'ampleur de la tâche. En Géorgie, l'exécution des microprojets les plus importants sera confiée au Fonds national pour l'investissement social, qui a déjà une certaine expérience et des procédures établies. La contribution de la communauté représentera 20% du coût total. Durant cette étape du programme, on n'entreprendra aucun grand projet en Azerbaïdjan, car dans ce pays il n'existe pas d'organisme d'exécution équivalant et suffisamment expérimenté. Dans les deux pays, les petits microprojets seront exécutés directement par la communauté, qui apportera une contribution minimale de 50% du coût total sous forme de main-d'œuvre et de matériaux d'origine locale.

#### D. Coûts et financement du programme

45. **Azerbaïdjan.** Le total de la présente tranche de financement de la première phase du programme, sur sept ans, y compris les provisions pour imprévus, est estimé à quelque 10,0 millions de USD. La composante en devises représente 25% du total et les dépenses d'investissement 85%. Le tableau 1A ci-après donne le coût total ventilé par composante.

**Tableau 1A: Phase I du programme pour l'Azerbaïdjan – Récapitulation des coûts<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement participatif <sup>a</sup>	907,7	275,7	1 183,5	23	13
B. Appui à la création de revenu					
1. Développement des services financiers	3 651,5	263,9	3 915,4	7	42
2. Appui à l'élevage	295,8	270,1	565,9	48	6
3. Appui aux cultures	756,7	690,5	1 447,2	48	15
4. Appui à la commercialisation et à la transformation	111,7	14,0	125,7	11	1
<b>Total partiel appui à la création de revenu</b>	<b>4 815,7</b>	<b>1 238,4</b>	<b>6 054,2</b>	<b>20</b>	<b>64</b>
C. Activités pilotes d'amélioration communautaire de l'environnement	172,0	31,7	203,7	16	2
D. Gestion du programme					
1. UGP	879,5	403,3	1 282,7	31	14
2. Fonds de financement des initiatives de développement	345,0	345,0	690,0	50	7
<b>Total partiel gestion du programme</b>	<b>1 224,5</b>	<b>748,3</b>	<b>1 972,7</b>	<b>38</b>	<b>21</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>7 119,9</b>	<b>2 294,2</b>	<b>9 414,1</b>	<b>24</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	118,9	55,8	174,6	32	2
Provisions pour aléas financiers	296,8	111,7	408,5	27	4
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>7 535,6</b>	<b>2 461,6</b>	<b>9 997,2</b>	<b>25</b>	<b>106</b>

<sup>a</sup> Y compris le fonds de financement des infrastructures communautaires.

46. **Financement.** Le prêt du FIDA, d'un montant de 9,0 millions de USD, couvrira 90% du total des coûts du programme (voir tableau 2A). On a aussi prévu la possibilité d'accorder des prêts pour financer la participation d'ONG. Si par la suite des ONG internationales peuvent proposer des arrangements de cofinancement ou de partage des coûts ou si l'on obtient d'autres financements bilatéraux sous forme de dons, les prêts du FIDA seront réaffectés à d'autres composantes du programme ayant donné de bons résultats. La contribution financière totale du Gouvernement azerbaïdjanais (sans compter les allègements fiscaux d'une valeur estimative de 900 000 USD) se montera à 400 000 USD, soit 4% du total. Elle couvrira une partie des dépenses de fonctionnement de l'UGP et des coûts de remise en état des infrastructures. Les bénéficiaires du programme apporteront une contribution de 480 000 USD (5% du total), essentiellement sous forme d'apport de main-d'œuvre et de matériaux. On pourra utiliser le programme japonais de subventions au Ministère de l'agriculture pour acquérir de nouveaux instruments de labour à des fins de démonstration.

47. **Géorgie.** Le coût total de la présente tranche de financement de la première phase du programme, sur sept ans, y compris les provisions pour imprévus, est estimé à 9,23 millions de USD, dont 28% pour la composante en devises. Les coûts d'investissement représentent 83% du total. Le tableau 1B ci-après donne le coût total de la phase I ventilé par composante.

**Tableau 1B: Phase I du programme pour la Géorgie – Récapitulation des coûts  
(en milliers de USD)**

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Développement participatif	573,8	206,6	780,5	26	9
B. Appui à la création de revenu					
1. Développement des services financiers	1 807,6	283,1	2 090,7	14	24
2. Appui à l'élevage	380,1	313,8	693,9	45	8
3. Appui aux cultures	797,7	618,1	1 415,8	44	17
4. Appui à la commercialisation et à la transformation	136,7	10,8	147,6	7	2
<b>Total partiel appui à la création de revenu</b>	<b>3 122,2</b>	<b>1 225,9</b>	<b>4 348,0</b>	<b>28</b>	<b>51</b>
C. Reconstruction des infrastructures	677,0	255,8	932,8	27	11
D. Activités pilotes d'amélioration communautaire de l'environnement	177,2	34,0	211,2	16	2
E. Gestion du programme					
1. UGP	920,2	347,2	1 267,4	27	15
2. Fonds pour le financement des initiatives de développement	500,0	500,0	1 000,0	50	12
<b>Total partiel gestion du programme</b>	<b>1 420,2</b>	<b>847,2</b>	<b>2 267,4</b>	<b>37</b>	<b>27</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>5 970,4</b>	<b>2 569,6</b>	<b>8 539,9</b>	<b>30</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	127,9	75,1	203,0	37	2
Provisions pour aléas financiers	354,0	136,3	490,3	28	6
<b>Total des coûts du programme</b>	<b>6 452,3</b>	<b>2 780,9</b>	<b>9 233,2</b>	<b>30</b>	<b>108</b>

48. **Financement.** Le prêt du FIDA, d'un montant de 8,00 millions de USD, financera 87% du total des coûts du programme (voir tableau 2B). On a prévu la possibilité d'accorder des prêts pour financer la participation d'ONG. Si, par la suite, des ONG internationales peuvent offrir des arrangements de cofinancement ou de partage des coûts ou si l'on obtient d'autres financements bilatéraux sous forme de dons, les prêts du FIDA seront réaffectés à d'autres composantes du programme ayant donné de bons résultats. Le Gouvernement géorgien apportera une contribution financière totale (sans compter un allègement fiscal estimé à 1,20 million de USD) de 650 000 USD, soit 7% du coût total, pour couvrir une partie des dépenses de fonctionnement de l'UGP et du Centre de développement des coopératives de crédit et du coût de la remise en état des infrastructures. Les bénéficiaires du programme apporteront 500 000 USD (5% du total), essentiellement sous forme de main-d'œuvre et matériaux. L'achat des outils de labour devrait être financé par le programme de dons du Japon au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation.

**Tableau 2A: Phase I du programme pour l'Azerbaïdjan – Plan de financement<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Gouvernement azerbaïdjanais		FIDA		Cofinanceur		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxe)
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
A. Développement participatif <sup>b</sup>	235,0	18,1	831,1	63,9	-	-	235,0	18,1	1 301,1	13,0	301,5	999,6
B. Appui à la création de revenu												
1. Développement des services financiers	0,0	-	3 996,2	100,0	-	-	-	-	3 996,2	40,0	284,0	3 712,2
2. Appui à l'élevage	17,9	2,9	598,5	97,1	-	-	-	-	616,4	6,2	292,3	324,1
3. Appui aux cultures	0,0	-	1 350,1	84,4	110,5	6,9	138,9	8,7	1 599,5	16,0	753,1	846,5
4. Appui à la commercialisation et à la transformation	0,0	-	136,1	100,0	-	-	-	-	136,1	1,4	15,2	120,9
<b>Total partiel appui à la création de revenu</b>	<b>17,9</b>	<b>0,3</b>	<b>6 080,9</b>	<b>95,8</b>	<b>110,5</b>	<b>1,7</b>	<b>138,9</b>	<b>2,2</b>	<b>6 348,2</b>	<b>63,5</b>	<b>1 344,6</b>	<b>5 003,7</b>
C. Activités pilotes d'amélioration communautaire de l'environnement	0,0	-	137,4	56,2	-	-	106,9	43,8	244,4	2,4	36,6	207,8
D. Gestion du programme												
1. Unité de gestion du programme	153,0	10,8	1 260,6	89,2	-	-	-	-	1 413,5	14,1	433,9	979,6
2. Fonds pour le financement des initiatives de développement	-	-	690,0	100,0	-	-	-	-	690,0	6,9	345,0	345,0
<b>Total partiel gestion du programme</b>	<b>153,0</b>	<b>7,3</b>	<b>1 950,6</b>	<b>92,7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 103,5</b>	<b>21,0</b>	<b>778,9</b>	<b>1 324,6</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>405,9</b>	<b>4,1</b>	<b>9 000,0</b>	<b>90,0</b>	<b>110,5*</b>	<b>1,1</b>	<b>480,8</b>	<b>4,8</b>	<b>9 997,2</b>	<b>100,0</b>	<b>2 461,6</b>	<b>7 535,6</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Y compris le fonds de financement des infrastructures

- Des pourparlers ont été engagés en vue de prélever ce montant sur le fonds de contrepartie financé par le Japon.

**Tableau 2B: Phase I du programme pour la Géorgie – Plan de financement<sup>a</sup>**  
(milliers de USD)

Composantes	Gouvernement de la Géorgie		FIDA		Cofinanceur		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie Locale (hors taxes)
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
A. Développement participatif	0,0	-	835,7	100,0	-	-	-	-	835,7	9,1	221,6	614,0
B. Appui à la création de revenu												
1. Développement des services financiers	138,4	6,4	2 039,6	93,6	-	-	-	-	2 177,9	23,6	310,9	1 867,1
2. Appui à l'élevage	14,3	1,9	744,4	98,1	-	-	-	-	758,8	8,2	340,9	417,8
3. Appui aux cultures	0,0	-	1 362,4	86,5	73,7	4,7	138,9	8,8	1 575,0	17,1	680,1	894,9
4. Appui à la commercialisation et à la transformation	0,0	-	160,7	100,0	-	-	-	-	160,7	1,7	11,8	149,0
<b>Total partiel appui à la création de revenu</b>	<b>152,7</b>	<b>3,3</b>	<b>4 307,1</b>	<b>92,2</b>	<b>73,7</b>	<b>1,6</b>	<b>138,9</b>	<b>3,0</b>	<b>4 672,4</b>	<b>50,6</b>	<b>1 343,6</b>	<b>3 328,7</b>
C. Reconstruction des infrastructures	339,9	31,8	475,4	44,4	-	-	254,5	23,8	1 069,8	11,6	296,9	772,9
D. Activités pilotes d'amélioration communautaire de l'environnement	0,0	-	145,7	57,7	-	-	106,9	42,3	252,6	2,7	39,1	213,5
E. Gestion du programme												
1. Unité de gestion du programme	166,6	11,9	1 236,2	88,1	-	-	-	-	1 402,8	15,2	379,6	1 023,2
2. Fonds pour le financement des initiatives de développement	-	-	1 000,0	100,0	-	-	-	-	1 000,0	10,8	500,0	500,0
<b>Total partiel gestion du programme</b>	<b>166,6</b>	<b>6,9</b>	<b>2 236,2</b>	<b>93,1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 402,8</b>	<b>26,0</b>	<b>879,6</b>	<b>1 523,2</b>
<b>Total des décaissements</b>	<b>659,2</b>	<b>7,1</b>	<b>8 000,0</b>	<b>86,6</b>	<b>73,7*</b>	<b>0,8</b>	<b>500,4</b>	<b>5,4</b>	<b>9 233,2</b>	<b>100,0</b>	<b>2 780,9</b>	<b>6 452,3</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

- Des pourparlers ont été engagés en vue de prélever ce montant sur le fonds de contrepartie financé par le Japon.



49. On a prévu une intervention additionnelle pour: a) mettre en place un cadre de collaboration régionale permettant d'exploiter les synergies, d'enrichir le processus d'apprentissage et d'associer tous les intéressés au processus et b) créer dans les deux pays des groupes de pression communautaires afin d'aider les populations montagnardes à mieux se faire entendre et défendre leurs intérêts, tant à l'échelon national que dans le cadre de la collaboration régionale. Cette intervention comprendra deux grandes composantes: a) mise en place d'un cadre de collaboration régionale et b) création du Réseau du Caucase.

50. La composante cadre de collaboration régionale comportera quatre volets: a) élaboration d'une stratégie, b) voyages d'étude, c) publicité et documentation et d) gestion des ONG. Pour la composante Réseau du Caucase, on prévoit les activités suivantes: a) création de sections nationales, b) promotion d'ONG locales, c) assistance technique et d) voyages d'étude. Le coût total de cette intervention additionnelle est estimé à quelque 760 000 USD, y compris les provisions pour aléas.

51. Cette activité sera financée par le FIDA, les pays participants et des donateurs bilatéraux. Le FIDA versera, dans le cadre de son Programme de coopération élargie (PCE), un don d'environ 100 000 USD; les gouvernements azerbaïdjanais et géorgien apporteront chacun une contribution de quelque 30 000 USD prélevée sur le prêt du FIDA; enfin, l'Agence suisse de coopération pour le développement a indiqué qu'elle envisageait de cofinancer cette activité à hauteur de 600 000 USD. L'exécution sera confiée au Groupement suisse pour les montagnes (SAB), ONG suisse qui a une grande expérience de la collaboration avec les communautés montagnardes suisses depuis le début des années 40. Elle a aussi travaillé en Amérique latine et dans les Balkans. Elle est un membre très actif du Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes, d'EuroMontana et du Forum européen des zones de montagnes.

#### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

52. **Passation des marchés.** Tous les marchés de biens et de services financés par le prêt du FIDA seront passés conformément aux directives du FIDA en la matière. Pour les achats de fournitures et d'équipements d'une valeur inférieure ou égale à 20 000 USD, on s'adressera directement aux fournisseurs locaux. Pour les marchés de biens et d'équipement d'un montant compris entre 20 000 et 100 000 USD, on lancera des appels d'offres à l'échelle nationale. Enfin, pour les marchés de services d'un montant supérieur à 100 000 USD à passer avec des ONG, on lancera des appels d'offres internationaux.

53. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Les prêts seront décaissés sur sept ans. Les fournisseurs seront réglés sur présentation d'états de dépenses certifiés, sauf pour les marchés de plus de 50 000 USD, pour lesquels il faudra présenter une demande de paiement dûment justifiée. L'UGP tiendra une comptabilité complète conformément aux prescriptions du FIDA et aux normes comptables reconnus sur le plan international. Tous les fournisseurs de services, y compris le Centre de développement des coopératives de crédit chargé de mettre en œuvre le volet microfinance dans les zones de montagne, tiendront une comptabilité distincte. L'UGP soumettra au FIDA tous les six mois une comptabilité consolidée. La comptabilité du programme sera vérifiée chaque année par un commissaire aux comptes agréé par le FIDA, qui devra formuler un avis sur tous les états de dépenses et sur les mouvements du Compte spécial, ainsi qu'un avis spécifique sur les modalités de passation des marchés de services et sur la façon dont les fournisseurs de services respectent leurs obligations redditionnelles et gèrent les ressources du programme. Le rapport annuel de vérification des comptes sera communiqué au gouvernement et au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.





54. **Rapports.** Les fournisseurs de services établiront tous les trimestres un rapport financier et un rapport d'exécution qu'ils communiqueront à l'UGP. Celle-ci déterminera la forme de ces rapports, dont la présentation sera une des conditions contractuelles. L'UGP établira tous les six mois un rapport financier et un rapport d'exécution consolidé qu'elle communiquera au Comité directeur du programme, au FIDA et à l'institution coopérante. Elle établira aussi un rapport annuel qui sera communiqué au FIDA et à l'institution coopérante dans les deux mois qui suivent la clôture de l'exercice.

55. Le gouvernement et le FIDA feront ensemble un bilan à mi-parcours durant la quatrième année du programme. Ils analyseront en particulier les progrès accomplis sur les plans technique, financier et institutionnel, l'évolution du cadre d'exécution, les éventuels ajustements nécessaires et leur justification, l'efficacité de la méthode d'exécution fondée sur la sous-traitance à des fournisseurs de services, l'efficacité du partenariat avec les ONG internationales et les résultats des essais de modernisation des technologies, ainsi que les préparatifs de la création de l'Agence de développement des zones de montagne. Avant ce bilan, l'UGP formulera des propositions détaillées pour le reste de la phase I, en tenant compte de l'expérience acquise durant l'étape pilote. Elle fera notamment des propositions pour la répartition des ressources du fonds de financement des initiatives de développement entre les différentes composantes, qui seront analysées et définitivement arrêtées en collaboration avec la mission d'évaluation à mi-parcours, puis présentées au FIDA pour approbation.

56. Comme indiqué au paragraphe précédent, on prévoit que les préparatifs de la phase II du programme pourraient commencer après le bilan à mi-parcours fait à la quatrième année. Toutefois, pour passer à la phase suivante du programme, il faudra réunir un certain nombre de conditions, auxquelles sera subordonné l'engagement du FIDA de poursuivre le financement du programme. Par conséquent, le bilan à mi-parcours sera aussi l'occasion de vérifier si ces conditions ont été remplies et si les interventions du programme peuvent être reproduites à une échelle beaucoup plus grande, auquel cas on pourra entreprendre de préparer la phase II, c'est-à-dire le déploiement des activités essentielles dans de nouveaux districts.

## F. Organisation et gestion

57. Compte tenu de la spécificité des zones de montagne et de leurs besoins, les deux gouvernements pensent qu'il faut mettre en place un cadre institutionnel spécial pour leur développement. C'est pourquoi ils envisagent, le moment venu, de créer chacun une agence spécialisée, quasi publique et indépendante, qui assumera progressivement la responsabilité des différentes activités proposées dans le présent programme. Il s'agira d'une agence, chargée spécifiquement des zones de montagne, qui combinera des activités d'élaboration de stratégies et de plaidoyer, dans le but de créer un environnement propice au développement des districts de montagne. Elle opérera dans le cadre d'un statut approuvé par le Parlement et sera dirigée par un conseil d'administration indépendant comptant au moins autant de représentants des secteurs non gouvernementaux que de l'État.

58. On pense toutefois qu'il ne sera pas utile de créer cette agence avant d'avoir acquis une certaine expérience concrète (en particulier des interventions appropriées pour les communautés montagnardes) et d'avoir testé les principaux éléments d'un modèle de développement de ces zones, de façon que ce modèle puisse être facilement appliqué à grande échelle. Cet objectif devrait être atteint dans la quatrième année de l'exécution du programme et l'agence devrait être créée dans la cinquième année. D'ici là, le programme sera exécuté par le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture en Géorgie et par le Conseil des ministres en Azerbaïdjan. La structure de gestion intérimaire a été conçue de façon à faciliter la transition vers la structure permanente constituée par l'agence de développement des zones de montagne (voir à l'appendice VI graphique 1A pour l'Azerbaïdjan et graphique 1B pour la Géorgie). La gestion au jour le jour sera confiée au directeur du programme et à l'UGP, sous la tutelle directe du Ministre de l'agriculture en Géorgie et du



Vice-Premier Ministre chargé de la réforme agraire en Azerbaïdjan. On trouvera aux graphiques 2A et 2B de l'appendice VI l'organigramme des UGP. En Géorgie, le programme sera supervisé par un comité directeur composé de représentants du gouvernement et du secteur non gouvernemental; en Azerbaïdjan, il sera supervisé par le sous-groupe de la Commission d'État pour l'aide aux agriculteurs privés et par le Groupe consultatif du programme, représentant le secteur non gouvernemental.

59. L'exécution du programme sera sous-traitée à des partenaires d'exécution et à des fournisseurs de services techniques. Les partenaires d'exécution pourraient être notamment des ONG internationales. Celles qui ont manifesté leur intérêt en Azerbaïdjan sont l'ACDI/VOCA, l'ADRA, CARE, Relief International et World Vision. En Géorgie, CARE et le SPF sont sur les rangs.

60. On fera appel à d'autres fournisseurs de services techniques pour appuyer l'exécution des diverses interventions techniques, telles que les essais participatifs. On les sélectionnera sur appels d'offre, en tenant compte de leur savoir-faire technique et de leur approche humaine. Il pourra s'agir d'instituts de recherche publics, d'académies des sciences, de directions de l'agriculture de district, d'ONG et d'entreprises privées ou de consultants indépendants. Ces sous-traitants seront chargés d'acheter tous les équipements, fournitures et services d'experts supplémentaires nécessaires pour s'acquitter de leurs tâches. Ils seront suivis par le personnel de l'UGP puis de l'Agence de développement des zones de montagne.

61. **Suivi et évaluation.** Une des principales responsabilités de l'UGP consistera à suivre et à évaluer les résultats et l'impact du programme. Les ONG internationales et les fournisseurs de services techniques lui communiqueront des données physiques et financières sur l'avancement de leurs activités. Son personnel sera fréquemment envoyé en mission dans les villages cibles pour assurer une évaluation permanente des activités et en particulier pour contrôler la qualité du travail des ONG et des fournisseurs de services techniques. Pour connaître l'opinion des bénéficiaires sur l'efficacité des interventions, on organisera chaque année des ateliers d'évaluation auxquels participeront des représentants des bénéficiaires et de l'UGP, des ONG et des fournisseurs de services techniques. On analysera les progrès réalisés dans le cadre de chaque composante. En vue des études d'impact, l'UGP chargera un organisme compétent de faire une enquête de base sur un échantillon de familles bénéficiaires durant les première et deuxième années du programme. On constituera ensuite un panel composé d'un échantillon restreint de ménages pour suivre année après année les activités et les progrès accomplis. Un organisme indépendant fera une enquête approfondie pour évaluer l'impact du programme durant la septième année.

62. **Processus dynamique de planification et d'exécution.** Pour que les interventions du programme restent pertinentes malgré l'évolution rapide de la situation qui est caractéristique des pays en transition, on introduira un processus dynamique de planification et d'exécution afin de pouvoir adapter les activités à mesure que de nouveaux besoins apparaîtront et que de nouvelles possibilités s'offriront. Les principaux mécanismes de planification seront le cadre logique et le plan de travail et budget annuel. Le cycle annuel de planification comportera quatre étapes:

- a) **Planification.** Le plan de travail et budget annuel définira les activités, les objectifs, les intrants et les résultats attendus, conformément aux objectifs énoncés dans le cadre logique. Les activités elles-mêmes seront inspirées des plans d'action villageois élaborés en participation avec les communautés, si bien qu'elles répondront aux besoins et aux aspirations des bénéficiaires.
- b) **Suivi.** Le suivi sera axé sur les résultats, ce qui permettra d'évaluer en permanence l'efficacité et la pertinence des activités. On veillera tout particulièrement à déceler les signes précoces indiquant qu'il convient de modifier la conception du programme.



- c) **Validation.** On organisera une série d'ateliers à l'échelon des communautés, des districts, des zones et de la région pour permettre à toutes les parties prenantes d'évaluer dans quelle mesure la conception globale du programme continue de répondre aux besoins des communautés et de donner leur avis sur les résultats de la mise en œuvre. Cela offrira l'occasion de diffuser les meilleures pratiques et de les intégrer dans la conception et l'exécution du programme.
- d) **Affinage du programme.** L'expérience acquise dans les premières étapes guidera les cycles suivants de planification, ce qui permettra d'affiner le programme, et notamment de modifier le cadre logique pour l'adapter à l'évolution des circonstances et tenir compte des résultats de l'exécution.

### G. Justification économique

63. Le programme améliorera la situation d'environ 8 200 ménages en Azerbaïdjan et 10 600 en Géorgie, en leur donnant accès à des crédits et en les aidant à moderniser leur production agricole; les revenus de tous ces ménages devraient plus que doubler. Les interventions entraîneront une amélioration notable de la sécurité alimentaire des familles. Toutes les familles bénéficiaires, sauf celles qui pratiquent l'élevage en transhumance, deviendront autosuffisantes pour les céréales et les produits de l'élevage; dans le cas des éleveurs en transhumance, les interventions viseront surtout à accroître les revenus monétaires pour leur permettre d'acheter les céréales et autres aliments de base dont ils ont besoin. La crise économique actuelle a amené les femmes à sortir du cadre familial pour entreprendre des activités telles que la vente de produits afin d'assurer la survie de leur famille. Le programme les y aidera en leur donnant accès à des crédits et à une assistance technique.

64. Le programme aura un effet très positif sur l'environnement car la reconstitution et l'expansion des troupeaux seront liés à l'accroissement de la production fourragère et toutes les interventions concernant les techniques de culture seront conçues dans l'optique de l'agriculture de conservation et viseront notamment à introduire des pratiques plus adaptées aux zones arides. En outre, les activités pilotes d'amélioration de l'environnement devraient beaucoup contribuer à donner au développement agricole futur une orientation plus respectueuse de l'écologie.

65. La première phase du programme élèvera les revenus et le niveau de vie de 18 800 familles pauvres sans ressources (10 600 en Géorgie et 8 200 en Azerbaïdjan) en leur donnant accès à des crédits et à une assistance technique pour moderniser leur production agricole. On part du principe que les bénéficiaires qui participeront aux activités pilotes de remise en état de l'environnement et des infrastructures seront en grande partie les mêmes que les bénéficiaires des interventions principales.

66. Le tableau 3 indique le taux de rentabilité économique de l'ensemble du programme dans les deux pays (compte tenu de tous les éventuels coûts de promotion, de gestion et d'appui), pour un scénario de base et deux autres scénarios moins favorables. Les calculs sont fondés sur le postulat que la moitié des agriculteurs adopteront l'intégralité des technologies recommandées et que l'autre moitié en adopteront 50%. Le taux de rentabilité est relativement élevé car le niveau de production *ex ante* est très bas. En conséquence, le simple fait de retrouver le niveau de production antérieur correspond déjà à une forte augmentation de la production. En outre, grâce à l'amélioration de la disponibilité des aliments fourragers, les éleveurs ne seront plus obligés d'abattre leurs animaux reproducteurs, ce qui leur permettra d'accroître leur cheptel.

**Tableau 3: Rentabilité économique dans le scénario de base et dans deux scénarios défavorables**

Pays	Scénario de base	Majoration de 20% des coûts	Retard de deux ans des retombées économiques
Azerbaïdjan	24%	11%	19%
Géorgie	20-33%	9-19%	15-26%

67. La crise économique actuelle a poussé les femmes à sortir de leur rôle domestique traditionnel pour assurer la survie de leur famille. On en a tenu compte dans la conception du programme En prévoyant des interventions (fourniture de crédit et assistance technique) visant à les aider à mieux s'acquitter de leurs nouvelles tâches. On encouragera la nomination de femmes aux postes de gestionnaire de crédit, ce qui devrait permettre aux femmes en général de participer plus facilement aux coopératives de crédit et d'obtenir, individuellement ou collectivement, accès à un appui technique et financier pour les activités qu'elles ont choisies. En outre, les interventions visant à améliorer la transformation des produits laitiers offriront l'occasion d'initier les femmes à l'utilisation du petit crédit pour acheter des équipements plus productifs.

### H. Risques

68. Avec ce programme, on se propose de relever un grand défi consistant à modifier en profondeur l'approche du développement en mettant la communauté au centre des activités. Cela implique par conséquent certains risques, notamment les suivants: a) pour que l'approche participative qui est au coeur des interventions du programme puisse réussir, il faudra, d'une part, que les communautés prennent conscience de leur capacité de décision et d'initiative et, d'autre part, que les cadres chargés de la gestion du programme et les fournisseurs de services techniques modifient leur attitude et abandonnent les méthodes dirigistes traditionnelles auxquelles tant les communautés que les agents d'exécution sont habitués; b) il se peut que l'exécution du programme soit entravée par le fait que certains responsables gouvernementaux n'auront pas pris toute la mesure des transformations économiques et ne seront pas suffisamment résolus à les encourager; c) il y aura peut-être des interventions qui saperont l'autonomie et l'indépendance de l'Agence de développement des zones de montagne dans ses activités au jour le jour.

69. **Mécanisme spécial d'intervention.** Pour faciliter le démarrage des activités initiales dans les deux pays, le FIDA mettra à leur disposition un don de 80 000 USD au titre du Mécanisme spécial d'intervention, qui servira principalement à rémunérer un diligenteur de projet pendant les quatre premiers mois du programme pour familiariser le personnel de l'UGC et les autres responsables avec les procédures et exigences du FIDA en matière d'établissement de rapports, de tenue des livres, de passation des marchés, etc. Ce consultant aidera aussi à négocier les conditions de partenariat avec les ONG et à recruter le personnel de l'UGP, ainsi que les spécialistes techniques nécessaires dans un premier temps tels qu'un conseiller pour la planification du programme, un spécialiste du suivi et de l'évaluation et un spécialiste du crédit.

### I. Impact sur l'environnement

70. Le programme aura un impact positif sur l'environnement. Comme le cheptel a beaucoup diminué depuis dix ans, la pression sur les pâturages d'été est faible. Le grand problème est l'affouragement hivernal et, pour y remédier, on a prévu des interventions visant à accroître la productivité des prairies de fauche, à développer la culture de plantes fourragères et à constituer des groupes d'éleveurs incapables d'obtenir un meilleur accès aux pâturages d'hiver, ce qui permettra de restaurer les pâturages situés à proximité des villages, qui sont actuellement surexploités.



71. Les gains de productivité des cultures résulteront en partie d'un accroissement de l'utilisation d'engrais, mais les quantités employées resteront modérées. On ne prévoit qu'une modeste augmentation de l'utilisation de produits phytosanitaires. On introduira des pratiques culturales améliorées pour limiter l'érosion du sol et des instruments de labour améliorés pour faciliter l'application de techniques plus adaptées à l'agriculture pluviale, telles que le labour minimum, qui contribueront à la rétention de l'humidité et à la protection des sols contre l'érosion. Ces interventions seront encouragées par des activités pilotes visant à inciter les agriculteurs à adopter d'autres mesures de conservation des sols telles que la culture en terrasses et la protection des terres arables vulnérables contre le ravinement. En matière d'irrigation, les interventions ont pour principal objectif d'améliorer les ouvrages de prélèvement et de dégager et d'entretenir les canaux existants; elles ne devraient donc pas avoir d'impact négatif sur l'environnement.

72. Les projets pilotes de foresterie communautaire n'auront eux-mêmes qu'un impact très limité sur le rétablissement du couvert forestier, mais leur principal objectif est de sensibiliser les communautés et les pouvoirs publics, en particulier l'Office des forêts, à l'utilité de la participation des communautés à la régénération et à la protection de la forêt. Si l'on réussit à atteindre cet objectif, on aura mis en place un mécanisme efficace et peu coûteux susceptible d'avoir à terme un effet important sur le reboisement des zones forestières dégradées. Vu la situation actuelle, dans l'avenir prévisible, les crédits publics pouvant être affectés à la reforestation seront bien trop insuffisants pour avoir un impact notable sur le problème.

73. Compte tenu des considérations ci-dessus, le risque d'impact négatif notable sur l'environnement est négligeable et au contraire il est probable que le programme aura des effets positifs. Comme il n'aura qu'une incidence directe minime sur la topographie et les ressources, il est classé en catégorie C.

## **J. Caractéristiques novatrices**

74. Le programme introduit un certain nombre de pratiques inédites en Azerbaïdjan et en Géorgie, ainsi que d'autres qui sont également des innovations du point de vue du FIDA.

### **Azerbaïdjan et Géorgie**

- a) On privilégiera une approche participative et communautaire du développement pour toutes les activités du programme, de façon que le programme soit véritablement conçu depuis la base. Cette approche est inédite dans le cadre du développement rural de la Géorgie et offre la possibilité d'apporter une véritable contribution à la consolidation de la société civile en donnant aux communautés les moyens d'exiger et de mettre en oeuvre des réformes.
- b) L'Agence de développement des zones de montagne sera une institution autonome, axée sur les services, avec des modalités de fonctionnement souples et novatrices. Ainsi, les communautés montagnardes auront un interlocuteur clairement désigné auquel elles pourront s'adresser pour obtenir divers services. Dans ce processus, on développera des partenariats avec le secteur public et le secteur privé. Cela contribuera à l'autonomisation et au renforcement des capacités des communautés locales et aidera à répondre rapidement à leurs besoins.
- c) On mettra en place des institutions de distribution de crédit appartenant aux communautés et gérées par elles, qui créeront progressivement leurs propres réseaux coopératifs de services d'appui, notamment en matière d'intermédiation financière.



- d) Plutôt que de créer un système public non viable, on développera des services de vulgarisation animés par des agriculteurs.
- e) On adoptera une approche évolutive qui permettra d'adapter en permanence les activités, de tirer des leçons de l'expérience et de reproduire à plus grande échelle les modèles éprouvés.
- f) Le fonds de financement des initiatives de développement contribuera à la souplesse du programme en permettant d'affecter les crédits aux domaines correspondant aux priorités exprimées par les communautés et aux composantes qui se seront révélées les plus efficaces.

#### **FIDA**

- a) L'établissement de l'Agence de développement des zones de montagne se fera par étapes, de façon qu'on puisse acquérir assez d'expérience pour assurer son efficacité opérationnelle dès le début, ce qui renforcera sa crédibilité.
- b) On instituera un cadre de collaboration régionale pour faciliter la création de réseaux couvrant l'Azerbaïdjan et la Géorgie, tant à l'échelon des exécutants du programme qu'à celui des décideurs et des organisations de base. Cela permettra aux communautés de mieux se faire entendre lorsqu'il s'agira de prendre des décisions concernant le développement global des zones de montagne.
- c) On mettra en place un processus de planification dynamique liant la planification des activités du programme au cadre logique, avec un mécanisme d'évaluation institutionnalisé. Ainsi, les enseignements tirés de l'exécution du programme serviront à modifier la conception et la stratégie d'ensemble, et par conséquent le cadre logique qui est le plan directeur du programme.

### **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

75. Deux accords de prêt distincts, un entre la République azerbaïdjanaise et le FIDA et l'autre entre la République de Géorgie et le FIDA, constituent les instruments juridiques aux termes desquels les prêts proposés seront consentis aux emprunteurs. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans les accords de prêt négociés est joint en annexe.

76. La République azerbaïdjanaise et la République de Géorgie sont habilitées, en vertu de leurs lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

77. Il m'est acquis que les prêts proposés sont conformes aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



## QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

78. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les prêts proposés en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République azerbaïdjanaise un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant six millions neuf cent mille droits de tirage spéciaux (6 900 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République de Géorgie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à six millions cent mille droits de tirage spéciaux (6 100 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2040 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan

## RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS LES ACCORDS DE PRÊT NÉGOCIÉS

(Négociations conclues le 9 août 2000)

### République azerbaïdjanaise

1. **Mise à disposition de ressources supplémentaires.** Le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise (le Gouvernement) mettra à la disposition de l'UGP, au cours de la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 406 000 USD, conformément aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement. À cette fin, le Gouvernement ouvrira pour chaque exercice budgétaire des crédits équivalant aux fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année correspondante du programme et mettra chaque année, par anticipation, ces crédits à la disposition de l'UGP sur le compte du programme.

2. **Le Groupe de la CEAADSAP.** Le Gouvernement établira, conformément à ses procédures, un Groupe de développement des zones de montagne au sein de la Commission étatique d'aide aux agriculteurs pour le développement du secteur agricole privé (CEAADSAP). Le Vice-Premier Ministre chargé de la réforme agraire assumera la présidence de ce groupe, le directeur du programme en sera, de droit, le secrétaire et l'UGP en assurera le secrétariat.

3. **Unité de gestion du programme.** Une UGP sera créée au sein de l'Agence d'aide au développement du secteur agricole privé (AADSAP), conformément aux procédures gouvernementales en vigueur. L'UGP sera placée sous la responsabilité directe du Président de la CEAADSAP, par l'intermédiaire de l'AADSAP. Le personnel de l'UGP sera recruté localement par appel à candidatures ouvert aux personnes issues du secteur public ou privé et engagé sous contrat renouvelable d'une durée d'un an. Le Gouvernement offrira les incitations financières et autres voulues pour attirer et retenir du personnel de haut niveau.

4. **Le directeur de programme.** Le Gouvernement nommera un directeur de programme au plus tard à la date d'entrée en vigueur. Le directeur de programme sera recruté sous contrat renouvelable, par appel à candidatures ouvert aux personnes issues du secteur public et du secteur privé. Les dossiers détaillés des candidats présélectionnés et du candidat dont le recrutement est recommandé seront communiqués au FIDA, à fin d'agrément. Le directeur de programme sera nommé par le Président de la CEAADSAP, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA. Le directeur de programme devra maîtriser l'anglais et il ne pourra être relevé de ses fonctions par le Gouvernement qu'après consultation avec le FIDA.

5. **Agence de développement des zones de montagne.** Le Gouvernement établira, à une date fixée d'un commun accord entre le Gouvernement et le FIDA, une Agence de développement des zones de montagne autonome, qui sera dotée d'un conseil d'administration indépendant et composé de représentants gouvernementaux et non gouvernementaux agréés par le FIDA. Le Gouvernement et le FIDA feront en sorte que l'UGP devienne l'équipe de direction de l'Agence de développement des zones de montagne, le directeur du programme son directeur exécutif et le groupe de la CEAADSAP son conseil d'administration. Le Gouvernement examinera alors les institutions existantes, créées pour promouvoir le développement des zones de montagne, à la lumière du mandat de l'Agence de développement des zones de montagne afin de supprimer tout double emploi et d'assurer une transition sans heurt vers cette agence.



6. La composante appui à la création de revenus sera en partie réalisée par des ONG internationales (Mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne), par les banques commerciales et autres institutions participantes analogues (BCP) et par les associations de crédit (distribution du crédit), et enfin par des ONG et des prestataires de services privés (assistance technique).

7. **L'accord de prêt subsidiaire avec les BCP.** Le Gouvernement conclura avec chaque BCP des accords (accord de prêt subsidiaire avec la BCP) prévoyant, entre autres, ce qui suit:

- a) le Gouvernement transférera les fonds et autres ressources disponibles pour le crédit aux BCP sous forme de prêt, à des conditions et selon des modalités jugées acceptables par le FIDA; et
- b) les BCP exprimeront la volonté d'atteindre les objectifs et les buts indiqués dans l'accord de prêt et, à cet effet, elles s'engageront à mener à bien le volet crédit de la composante appui à la création de revenus, conformément à l'accord de prêt.

Le Gouvernement remettra au FIDA, pour observation et approbation, avant sa signature, un projet de chaque accord de prêt subsidiaire avec une BCP.

8. Le Gouvernement fera en sorte que tous les villages couverts par le programme respectent les critères convenus avec le FIDA.

9. Le Gouvernement veillera à ce que soit créé un mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne indépendant, chargé de la promotion des associations de crédit dans les zones de montagne dans le cadre du programme, conformément aux paramètres opérationnels spécifiés par le Gouvernement et le FIDA.

10. Dans les 18 mois suivant la date d'entrée en vigueur, le Gouvernement mettra en place un cadre législatif approprié visant les associations de crédit et les institutions financières non bancaires et permettant la création d'une Union nationale des associations de crédit habilitée à servir d'intermédiaire financier et à emprunter auprès du Ministère des finances et des banques commerciales, à des taux d'intérêt qui seront négociés, des fonds qu'elle rétrocédera à ses membres à des taux d'intérêt qu'elle déterminera librement de manière à assurer sa viabilité.

11. Le Gouvernement supportera le risque de change et ne percevra pas d'intérêts sur la ligne de **crédit** ouverte pour le financement des associations de crédit pendant les cinq ou six premières années, jusqu'à la création de l'Union nationale des associations de crédit. Au cours de cette période toutes les sommes remboursées seront versées à un fonds renouvelable qui les rétrocédera afin de satisfaire les besoins de crédit dans le cadre du programme.

12. Lors de l'établissement de l'Union nationale des associations de crédit, le Ministère des finances et l'Union concluront un accord de prêt subsidiaire fixant le coût des fonds et la durée d'amortissement du prêt de façon à assurer la validité de cette dernière. À cette fin, le Gouvernement veillera à ce que le taux d'intérêt appliqué ne tienne compte que du risque de change et à ce que la durée du prêt soit suffisante pour que l'Union nationale puisse recycler les fonds au moins trois fois avant son remboursement au Ministère des finances.

13. **Fonds à risque.** Le Gouvernement établira un fonds à risque qui couvrira 50% au maximum du capital des associations de crédit au moyen de fonds provenant du prêt déposés sur un compte bancaire portant intérêt expressément ouvert pour le fonds à risque, les intérêts étant capitalisés; il nommera un comité de gestion du fonds à risque comprenant un représentant du Ministère des

finances, de l'UGP et du mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne. Lors de l'établissement de l'Union nationale des associations de crédit, le Gouvernement transfèrera la propriété et la gestion du fonds à risque à l'Union nationale.

14. **ONG internationales.** Le Gouvernement veillera à ce que les ONG internationales auxquelles il sera fait appel dans le cadre du programme soient sélectionnées conformément à des critères et procédures agréés par le FIDA. Le Gouvernement s'assurera les services des ONG internationales sélectionnées à des conditions et selon des modalités agréées par le FIDA, afin d'assurer la réalisation des composantes développement participatif et appui à la création de revenus ainsi que de toute autre composante et activité que le Gouvernement et le FIDA pourraient décider d'entreprendre, ou de fournir tout autre service d'appui technique approprié. Le Gouvernement et les ONG internationales concluront à cet effet un accord (accord avec l'ONG internationale), jugé acceptable par le FIDA. Les ONG internationales devront apporter une contribution représentant au moins 20% du coût d'exécution des activités. Les ONG internationales pourront sous-traiter tout ou partie des activités à des ONG locales, sélectionnées conformément à des critères et procédures qui seront spécifiés dans l'accord avec l'ONG internationale.

15. Au cas où d'autres financements deviendraient disponibles pour les activités susmentionnées, de la part de donateurs bilatéraux ou autres, les fonds du prêt destinés à ces activités seront réaffectés au Fonds pour les initiatives de développement.

16. **Exonérations fiscales.** Le Gouvernement exonérera d'impôts les biens, travaux de génie civil et services financés par le prêt, y compris dans le cadre de contrats avec des ONG.

17. **Assurance du personnel du programme.** Le Gouvernement assurera le personnel du programme contre les risques de maladie et d'accident, dans une mesure compatible avec de saines pratiques commerciales.

18. **Cofinancement supplémentaire du programme.** Le Gouvernement utilisera une partie des fonds du prêt pour financer des apports d'assistance technique. Au cas où d'autres financements seraient fournis à cet effet par des donateurs bilatéraux ou autres, les fonds du prêt qui leur étaient destinés seront réaffectés au Fonds pour les initiatives de développement.

19. **Cadre de collaboration régionale.** Le Gouvernement contribuera à l'élaboration d'un cadre de collaboration régionale et affectera un montant de 30 000 USD sur les fonds du prêt pour couvrir le coût de la collaboration régionale. À cette fin, le Gouvernement conclura avec la Géorgie, le FIDA et les autres parties concernées un mémorandum de collaboration.

20. **Conditions préalables aux décaissements.** a) Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses relevant de la composante appui à la création de revenus: i) pour une BCP quelconque, avant qu'une première version d'accord de prêt subsidiaire avec celle-ci n'ait été approuvée par le FIDA et qu'un exemplaire dudit accord, tel que signé par le Ministère des finances et la BCP concernée, établi dans les grandes lignes dans la forme ainsi approuvée et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent du Ministère des finances n'ait été remis au FIDA; avant que la signature et l'exécution dudit accord par le Ministère des finances et la BCP concernée n'aient été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord n'aient été pleinement remplies; et ii) avant que n'aient été promulguées une loi et la législation subsidiaire appropriée, jugées acceptables par le FIDA concernant: 1) la création et la gestion d'un mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne, en tant qu'institution de refinancement dûment enregistrée auprès du Ministère de la justice, la preuve étant apportée qu'une demande d'autorisation d'activité bancaire limitée a été déposée auprès de la Banque nationale d'Azerbaïdjan; et 2) l'établissement et la gestion des associations de crédit dotées d'un capital initial inférieur à

5 000 USD, et satisfaisant aux autres conditions requises par le FIDA, dûment enregistrées auprès du Ministère des finances, la preuve étant apportée qu'une demande d'autorisation d'activité bancaire limitée a été déposée auprès de la Banque nationale d'Azerbaïdjan.

b) Aucun retrait ne sera effectué sur les fonds versés au Fonds pour les initiatives de développement tant que le FIDA n'aura pas réaffecté ces fonds.

21. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) L'UGP a été dûment créée conformément aux procédures gouvernementales applicables;
- b) Le groupe de la CEAADSAP a été dûment créé conformément aux procédures gouvernementales applicables;
- c) L'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- d) Un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice ou son adjoint, jugé acceptable tant en la forme que sur le fond a été communiqué par le Gouvernement au FIDA.

## Géorgie

1. **Mise à disposition de ressources supplémentaires.** Le Gouvernement géorgien (le Gouvernement) mettra à la disposition de l'UGP, pendant la période d'exécution du programme, des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 1 800 000 USD, dont 660 000 USD sous forme de contributions en espèces et 1 140 000 USD pour couvrir les impôts, conformément aux procédures nationales habituelles en matière d'aide au développement. À cette fin, le Gouvernement ouvrira pour chaque exercice budgétaire des crédits équivalant aux fonds de contrepartie prévus dans le PTBA pour l'année correspondante du programme et mettra chaque trimestre, par anticipation, ces crédits à la disposition de l'UGP sur le compte du programme.

2. **Comité de coordination du programme.** Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le Ministère des finances créeront un comité de coordination du programme (CCP), conformément aux procédures en vigueur, qui sera responsable de la coordination globale des activités du programme, de la définition des grandes orientations et de la bonne administration du programme. Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation assumera la présidence du CCP, le directeur du programme en sera, de droit, le secrétaire et l'UGP en assurera le secrétariat.

3. **Unité de gestion du programme.** Le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le Ministère des finances créeront une UGP en tant qu'organisme public doté de la personnalité juridique, dont le statut et la charte auront été jugés acceptables par le FIDA. L'UGP sera placée sous la responsabilité directe du Ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Le personnel de l'UGP sera

recruté localement par appel à candidatures ouvert aux personnes issues du secteur public ou privé, et engagé sous contrat renouvelable d'une durée d'un an. Le Gouvernement offrira des incitations suffisantes, en accord avec le FIDA, de manière à attirer et à retenir du personnel de haut niveau.

4. **Le directeur de programme.** Le Ministère des finances nommera le directeur de programme, sous réserve de l'approbation préalable du FIDA, au plus tard à la date d'entrée en vigueur. Le directeur de programme est recruté par appel à candidatures ouvert aux personnes issues du secteur public et privé et engagé sous contrat renouvelable. Les dossiers détaillés des candidats présélectionnés et du candidat dont l'engagement est recommandé seront communiqués au FIDA à fin d'agrément. Le directeur de programme devra maîtriser l'anglais et il ne pourra être relevé de ses fonctions par le Ministère de l'agriculture qu'après consultation avec le FIDA et le Ministère des finances.

5. **L'Agence de développement des zones de montagne.** Le Gouvernement créera, à une date fixée d'un commun accord entre le Gouvernement et le FIDA, une agence de développement des zones de montagne autonome, qui sera dotée d'un conseil d'administration indépendant et composé de représentants gouvernementaux et non gouvernementaux, agréés par le FIDA. Le Gouvernement et le FIDA feront en sorte que l'UGP devienne l'équipe de direction de l'Agence de développement des zones de montagne, le directeur de programme son directeur exécutif et le CCP son conseil d'administration. Le Ministère des finances conservera ses fonctions de contrôle financier. Le Gouvernement examinera alors les institutions existantes créées pour promouvoir le développement des zones de montagne, à la lumière du mandat de l'Agence de développement des zones de montagne afin de supprimer tout double emploi et d'assurer une transition sans heurt vers cette Agence.

6. La composante appui à la création de revenus sera réalisée, par l'intermédiaire de l'UGP, par le centre de développement des coopératives de crédit (Mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne), les banques commerciales participantes (BCP) et les coopératives de crédit (distribution du crédit) ainsi que des ONG et des prestataires de services privés (assistance technique).

7. **L'Accord de prêt subsidiaire avec les BCP.** Le Ministère des finances conclura avec chaque BCP un accord (l'accord de prêt subsidiaire avec la BCP) prévoyant, entre autres, ce qui suit:

- a) Le Ministère des finances mettra à la disposition de la BCP, par l'intermédiaire de l'UGP, les fonds nécessaires au crédit, sous forme de prêt accordé à des conditions et selon des modalités jugées acceptables par le FIDA;
- b) La BCP exprimera la volonté d'atteindre les objectifs et les buts du programme indiqués dans l'accord de prêt et, à cet effet, elle s'engagera à mener à bien la partie crédit de la composante appui à la création de revenus conformément à l'accord de prêt; et
- c) Tous les accords de prêts secondaires conclus entre la BCP et tout client dans le cadre du programme devront être approuvés par l'UGP avant leur signature.

Le Ministère des finances remettra au FIDA pour observation et approbation, avant sa signature, un projet de chaque accord de prêt secondaire avec une BCP.

8. Le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'UGP, veillera à ce que tous les villages couverts par le programme respectent les critères convenus avec le FIDA.

9. Le Gouvernement veillera, par l'intermédiaire de l'UGP, à ce que soit créé un mécanisme de microfinancement pour les zones de montagne distinct au sein de l'UGP, qui sera chargé de promouvoir la petite entreprise dans les zones de montagne couvertes par le programme. Le Centre de

développement des coopératives de crédit, en consultation avec l'UGP, sera responsable de la promotion des coopératives de crédit dans les zones de montagne. Ces deux activités seront menées conformément aux paramètres opérationnels spécifiés par le Gouvernement et le FIDA.

10. Le Gouvernement veillera à ce que les coopératives de crédit établies dans le cadre du programme soient habilitées à recevoir des crédits provenant de la ligne de crédit ouverte pour financer les coopératives de crédit dans l'ensemble du pays au titre du projet de développement agricole financé par le FIDA (prêt du FIDA No. 450-GE).

11. Dans les 24 mois suivant la date d'entrée en vigueur, le Gouvernement mettra en place un cadre législatif approprié visant les coopératives de crédit et permettant la création d'une Fédération nationale des coopératives de crédit qui sera habilitée à servir d'intermédiaire financier et à emprunter auprès des banques commerciales et d'autres sources, à des taux d'intérêt qui seront négociés, des fonds qu'elle rétrocédera à ses membres à des taux d'intérêt qu'elle déterminera librement de manière à assurer sa viabilité.

12. Le Gouvernement supportera le risque de change et appliquera à la ligne de crédit ouverte pour le financement des coopératives de crédit au cours des cinq à six premières années précédant la création de la Fédération nationale des coopératives de crédit, un taux d'intérêt identique à celui que le FIDA perçoit sur le prêt. Toutes les sommes remboursées au cours de cette période seront versées à un fonds renouvelable qui les rétrocédera afin de satisfaire les besoins de crédit dans le cadre du programme.

13. Lors de sa création, le Ministère des finances conclura avec la Fédération nationale des coopératives de crédit un accord de prêt subsidiaire fixant le coût des fonds et la durée d'amortissement du prêt de manière à assurer la viabilité de cette dernière. À cette fin, le Gouvernement veillera à ce que le taux d'intérêt appliqué ne tienne compte que du risque de change et de la durée du prêt, et à ce que le taux d'intérêt soit négocié entre la Fédération nationale des coopératives de crédit et le Ministère des finances.

14. **Fonds à risque.** Le Gouvernement créera un Fonds à risque pour financer une partie du capital des coopératives de crédit au moyen de fonds provenant du prêt, qui seront déposés sur un compte bancaire portant intérêt expressément ouvert par le Centre de développement des coopératives de crédit pour le Fonds à risque, en consultation avec l'UGP, les intérêts étant capitalisés. Le Centre de développement des coopératives de crédit assurera la gestion et les opérations du Fonds à risque en consultation avec l'UGP. Le montant des concours du Fonds à risque sera décidé par le Gouvernement, en consultation avec le FIDA, mais il ne pourra, en aucun cas, dépasser 50% du capital des coopératives de crédit. Lors de sa création, le Gouvernement transférera à la Fédération nationale des coopératives de crédit la propriété et la gestion du Fonds à risque, à des conditions et selon des modalités jugées acceptables par le Ministère des finances, la Fédération nationale et le FIDA.

15. Des dotations en capital et des subventions de démarrage seront accordées par tranche dans le cadre du programme aux coopératives de crédit nouvellement créées dans les zones de montagne. Le montant maximum de ces concours sera déterminé par accord entre le Gouvernement et le FIDA. Une nouvelle tranche ne pourra être versée que si la coopérative de crédit justifie, à la satisfaction du FIDA, d'un taux de remboursement satisfaisant de tout prêt reçu dans le cadre du programme ainsi que d'une bonne gestion.

16. Le Gouvernement passera des contrats, par l'intermédiaire de l'UGP, avec des ONG, y compris des ONG internationales, afin de promouvoir la composante développement participatif, de fournir tous autres services d'appui technique appropriés et d'utiliser les fonds du prêt pour accorder des financements aux ONG (y compris les ONG internationales). Au cas où d'autres financements

deviendraient disponibles à cette fin de la part de donateurs bilatéraux ou autres, les fonds du prêt correspondants seront réaffectés au Fonds pour les initiatives de développement. Les propositions concernant les ONG présélectionnées (en cas d'appels d'offres) et l'organisation recommandée seront communiquées au FIDA à fin d'agrément.

17. Le Gouvernement veillera à ce que toutes les ONG internationales et/ou locales avec lesquelles des contrats seront passés dans le cadre du programme soient sélectionnées conformément à des critères agréés par le FIDA.

18. Toutes les parties à des contrats rendront compte trimestriellement à l'UGP de l'exécution de la **partie** du programme qui leur incombe, conformément aux dispositions du contrat, et fourniront dans les meilleurs délais toute information pertinente demandée à ce sujet.

19. **Fiscalité.** Le Gouvernement veillera à ce que les fonds du prêt ne servent pas au règlement d'impôts, y compris (mais non exclusivement) toute taxe prélevée sur l'importation, l'achat ou la fourniture de tous biens, travaux de génie civil ou services financés par le prêt.

20. **Assurance du personnel du programme.** Le programme assurera le personnel cadre du programme contre les risques de maladie et d'accident dans une mesure compatible avec de saines pratiques commerciales.

21. **Cofinancement additionnel du programme.** Le Gouvernement utilisera les fonds du prêt pour financer des apports d'assistance technique. Au cas où d'autres financements deviendraient disponibles à cette fin, de la part de donateurs bilatéraux ou autres, les fonds du prêt qui leur étaient destinés seront réaffectés au Fonds pour les initiatives de développement.

22. **Cadre de collaboration régionale.** Le Gouvernement concourra, par l'intermédiaire de l'UGP, à l'élaboration d'un cadre de collaboration régionale et affectera un montant de 30 000 USD provenant des fonds du prêt au financement de la collaboration régionale.

23. **Conditions préalables aux décaissements.** a) **Aucun retrait ne sera effectué au titre de dépenses relevant** de la composante appui à la création de revenus pour une BCP: i) avant qu'une première version d'accord de prêt subsidiaire avec celle-ci n'ait été approuvée par le FIDA et qu'un exemplaire dudit accord, tel que signé par le Ministère des finances et par la BCP, établi dans les grandes lignes dans la forme ainsi approuvée et certifié conforme et complet par un fonctionnaire autorisé et compétent du Ministère des finances, n'ait été remis au FIDA, que la signature et l'exécution dudit accord par le Ministère des finances et la BCP concernée n'aient été dûment autorisées ou ratifiées par toutes les instances institutionnelles, administratives et gouvernementales compétentes et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur dudit accord n'aient été remplies; et ii) avant que la législation applicable aux opérations des coopératives de crédit n'ait été dûment modifiée afin de couvrir les opérations des coopératives de crédit dans les zones de montagne.

b) Aucun retrait ne sera effectué sur les fonds versés au Fonds pour les initiatives de développement avant que le FIDA n'ait réaffecté ces fonds sur la base d'une évaluation menée à bien par le FIDA et le Gouvernement.

c) Aucun retrait du compte de prêt ne sera effectué au cours d'un exercice budgétaire donné pour des dépenses afférentes au programme avant que le Gouvernement n'ait confirmé que les fonds de contrepartie correspondant à sa contribution, y compris ceux qui sont destinés à couvrir les impôts et autres dépenses de contrepartie, pour chaque exercice budgétaire du programme, ont été inscrits au budget de l'État pour l'exercice budgétaire concerné et que le détail des modalités de paiement de ladite contribution de contrepartie n'ait été communiqué.



24. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) Le CCP a été dûment créé selon les procédures gouvernementales applicables;
- b) L'UGP a été dûment créée selon les procédures gouvernementales applicables;
- c) L'accord de prêt a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- d) Un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice ou par tout autre conseiller juridique agréé par le FIDA, acceptable tant en la forme que sur le fond, a été communiqué par le Gouvernement au FIDA.

## APPENDIX I

## COUNTRY DATA

## AZERBAIJAN

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1997 1/</b>	<b>87</b>	<b>GNP per capita (USD) 1998 2/</b>	<b>480</b>
<b>Total population (million) 1998 1/</b>	<b>7.9</b>	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/</b>	<b>-12.5</b>
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1998 1/</b>	<b>91</b>	<b>Average annual rate of inflation, 1990-98 2/</b>	<b>322.3</b>
<b>Local currency</b>	<b>Azerbaijan Manat (AZM)</b>	<b>Exchange rate: USD 1 = AZM 4 300</b>	
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	1.4	GDP (USD million) 1998 1/	3 926
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	16	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	6	1990-98	-11.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	17	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	71	% agriculture	20.3
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	% industry	38.7
Poor as % of total rural population 1/	n.a.	% manufacturing	22.3
Total labour force (million) 1998 1/	3.5	% services	41
Female labour force as % of total, 1998 1/	44.2	Consumption, 1998 1/	
<b>Education</b>		General government consumption (as % of GDP)	11
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	106.4	Private consumption (as % of GDP)	84.2
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	96.3	Gross domestic savings (as % of GDP)	4.8
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	2 139	Merchandise exports, 1998 1/	678
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	22.2	Merchandise imports, 1998 1/	1 724
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	10.1	Balance of merchandise trade	-1 046
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	7.2	before official transfers, 1998 1/	-1 429
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	3.8	after official transfers, 1998 1/	-1 364
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1998 1/	1 023
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.		
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	n.a.	<b>Government Finance</b>	
<b>Agriculture and Food</b>		Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	-2.2
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	n.a.	Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	19
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	178	Total external debt (USD million) 1998 1/	693
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	60.6	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	13.9
<b>Land Use</b>		Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	2.3
Arable land as % of land area, 1997 1/	19.3	Nominal lending rate of banks, 1998 1/	n.a.
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	9.9	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	n.a.
Forest area as % of total land area, 1995 1/	11.4		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	74.9		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 20002/ World Bank, *Atlas*, 20003/ UNDP, *Human Development Report*, 1999



APPENDIX I

COUNTRY DATA

GEORGIA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1997 1/</b>	<b>70</b>	<b>GNP per capita (USD) 1998 2/</b>	<b>970</b>
<b>Total population (million) 1998 1/</b>	<b>5.4</b>	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-98 2/</b>	<b>-11.3</b>
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1998 1/</b>	<b>78</b>	<b>Average annual rate of inflation, 1990-98 2/</b>	<b>709.3</b>
<b>Local currency</b>	<b>Georgian Lari (GEL)</b>	<b>Exchange rate: USD 1 = GEL 2.0</b>	
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-98 1/	0.4	GDP (USD million) 1998 1/	5 129
Crude birth rate (per thousand people) 1998 1/	9	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	0.4
Crude death rate (per thousand people) 1998 1/	7	1990-98	-12.8
Infant mortality rate (per thousand live births) 1998 1/	15	Sectoral distribution of GDP, 1998 1/	
Life expectancy at birth (years) 1998 1/	73	% agriculture	26
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	0.2	% industry	15.8
Poor as % of total rural population 1/	9.9	% manufacturing	15.6
Total labour force (million) 1998 1/	2.7	% services	58.2
Female labour force as % of total, 1998 1/	46.6	Consumption, 1998 1/	
<b>Education</b>		General government consumption (as % of GDP)	8.9
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1997 1/	88.2	Private consumption (as % of GDP)	97.2
Adult literacy rate (% of total population) 1997 3/	99	Gross domestic savings (as % of GDP)	-6.1
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1996 3/	2 184	Merchandise exports, 1998 1/	300
Prevalence of child malnutrition (height for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Merchandise imports, 1998 1/	1 060
Prevalence of child malnutrition (weight for age % of children under 5) 1992-98 1/	n.a.	Balance of merchandise trade	- 760
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-98 1/	4.7	before official transfers, 1998 1/	- 599
Physicians (per thousand people) 1990-98 1/	3.8	after official transfers, 1998 1/	- 389
Percentage population without access to safe water 1990-97 3/	n.a.	Foreign direct investment, 1998 1/	50
Percentage population without access to health services 1981-92 3/	n.a.	<b>Government Finance</b>	
Percentage population without access to sanitation 1990-97 3/	n.a.	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1997 1/	-2.7
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 1997 1/	10
Food imports as percentage of total merchandise imports 1998 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1998 1/	1 674
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1995-97 1/	458	Present value of debt (as % of GNP) 1998 1/	24.6
Food production index (1989-91=100) 1996-98 1/	85.2	Total debt service (% of exports of goods and services) 1998 1/	7.6
<b>Land Use</b>		Nominal lending rate of banks, 1998 1/	46
Arable land as % of land area, 1997 1/	11.2	Nominal deposit rate of banks, 1998 1/	17
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	29.9		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	42.9		
Irrigated land as % of cropland, 1995-97 1/	43.3		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 2000

2/ World Bank, *Atlas*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1999

## PREVIOUS IFAD LOANS

### AZERBAIJAN

<i>Project Id</i>	<i>Project Name</i>	<i>Lending Terms</i>	<i>Project Type</i>	<i>Financing Type</i>	<i>IFAD Approved Financing (USD '000)</i>	<i>IFAD Current Financing (USD '000)</i>	<i>Board Approval</i>	<i>Loan Signing</i>	<i>Loan Effectiveness</i>	<i>Original Closing</i>	<i>Current Closing</i>	<i>Cooperating Institution</i>	<i>Project Status</i>
1033	Farm Privatization	HC	CREDIT	C	9300	9300	29 Apr 97	04 May 97	24 Jul 97	30 Jun 02	30 Jun 02	World Bank IDA	Ongoing

### GEORGIA

<i>Project Id</i>	<i>Project Name</i>	<i>Lending Terms</i>	<i>Project Type</i>	<i>Financing Type</i>	<i>IFAD Approved Financing (USD '000)</i>	<i>IFAD Current Financing (USD '000)</i>	<i>Board Approval</i>	<i>Loan Signing</i>	<i>Loan Effectiveness</i>	<i>Original Closing</i>	<i>Current Closing</i>	<i>Cooperating Institution</i>	<i>Project Status</i>
1035	Agricultural Development	HC	CREDIT	C	6570	6570	30 Apr 97	15 May 97	13 Aug 97	31 Dec 02	31 Dec 02	World Bank IDA	Ongoing



## LOGICAL FRAMEWORK – AZERBAIJAN/GEORGIA<sup>a/</sup>

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<p><b>Programme Goals</b> To improve living conditions of mountain area communities in a sustainable manner by increasing incomes in a way that contributes to protecting and restoring the environment</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme area household income and expenditure patterns</li> <li>• Increases in output levels of agricultural products</li> <li>• Development of institutional capacity capable of supporting longer-term development</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baseline and impact evaluation surveys</li> <li>• Annual ongoing evaluation of panel of participants</li> <li>• Programme completion report</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political stability is maintained</li> <li>• Macroeconomic conditions continue to improve</li> <li>• Government committed to mountain areas development</li> <li>• Social and economic environments remain conducive for mountain area development and investments</li> </ul>
<p><b>Programme Purposes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• To strengthen the beneficiaries' capacity to organize themselves for participating in the market economy and managing the natural resource base in a sustainable manner</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of credit associations (CAs)<sup>b/</sup> formed</li> <li>• No. of farmer group/community organizations formed for undertaking productive and environmental and rural infrastructure improvement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NGO implementation reports</li> <li>• PMU/MADA management information system (MIS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Members of the target population are willing and able to take advantage of opportunities made available under the programme</li> <li>• Target group acknowledges the objectives of the programme and takes ownership</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• To restore economic livelihoods through improved management of the resource base and improved access to financial, technical and commercial services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Live-stock numbers, condition and sales</li> <li>• Area of pasture and hay land under improved treatment</li> <li>• Crop area under optimum cultural practices, yields and sales</li> <li>• Adoption of improved processing technology for dairy products and improved marketing arrangements</li> <li>• Establishment of processing and marketing enterprises for other products</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effective credit management and credit discipline can be achieved</li> <li>• Marketing opportunities for live-stock products and crop production become sufficiently developed and mountain area communities are able to successfully access markets</li> <li>• Communities are able to exercise independent action and initiative and develop new power structures to make participatory planning meaningful</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• To protect and rehabilitate the environment by developing appropriate community-based institutional mechanisms</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Willingness to adopt soil conservation measures and forest regeneration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Farmers are able to appreciate the negative impacts of environmental degradation and are willing to take necessary remedial action</li> <li>• Communities are able to establish community institutions to organize environmental rehabilitation works</li> <li>• Conducive legal framework exists to facilitate programme activities</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strengthen public capacity to identify and respond to the needs of the mountain areas by putting in place appropriate institutional mechanisms</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establishment of MADA</li> <li>• Communities' views on appropriateness of programme activities, responsiveness of MADA to expressed needs and implementation performance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA staff and staff of other implementing partners internalize the change process</li> <li>• PMU/MADA is able to exercise strong, autonomous management</li> </ul>

a/ Logical Framework for Georgia analogous, with main differences indicated under programme activities/input section (for which follows the Logical Framework of Azerbaijan).

b/ Credit Associations for Azerbaijan and CUs for Georgia.



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Outputs</b> 1. Rural communities, both men and women, with the capability of planning, implementing and managing their own development activities	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Level of participation of community members in participatory planning process and quality of village plans</li> <li>• Stability, cohesiveness and managerial competence of farmer group/community organizations established for productive and social enterprises</li> <li>• No. of proposals submitted to PMU/MADA by communities for assistance for productive enterprises and for environmental and rural infrastructure improvement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme performance reviews</li> <li>• PMU/MADA ongoing evaluation</li> <li>• PMU/MADA MIS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Communities perceive clear distinctions between community participation under the programme and past collective organization and planning</li> <li>• Local authorities and elites do not dominate community-participation processes</li> <li>• NGO implementors have sufficient autonomy in their management of resources on behalf of PMU/MADA</li> </ul>
2. Sustainable rural credit services available to community members through institutions demonstrating sound financial management	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amount of loans disbursed</li> <li>• Repayment rates</li> <li>• Level of capitalization and savings</li> <li>• Profitability of CAs and National Federation of Credit Associations</li> <li>• No. and amount of loans disbursed to small and medium-scale enterprises and repayment rate</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NGO implementation reports initially and subsequently from the National Federation</li> <li>• PMU/MADA MIS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Legal framework is put in place in the long-term, which will permit the operation of CAs in the proposed form</li> <li>• Necessary legal basis can be achieved in the short-term through presidential decrees</li> </ul>
3. Live-stock herds are rebuilt and productivity of animals is increased	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of households purchasing live-stock and increase in live-stock ownership per household</li> <li>• No. of trials/demonstrations in fodder/pasture improvement and no. of farmers adopting improved technology</li> <li>• Improvements in animal performance – improved milk and meat yields</li> <li>• No. of AI services provided</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Comparisons of baseline and implementation performance surveys</li> <li>• Annual follow-up of panel of programme participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technical support with adequate technical capacity and orientation to the market economy will be forthcoming to assist farmers in improving income-earning opportunities</li> </ul>
4. Profitability of arable crop production is enhanced	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of trials/demonstrations of improved crop production technology</li> <li>• Area under improved crop technology and yield improvement achieved</li> <li>• No. of farmers adopting improved crop husbandry practices, e.g. crop rotation, crop diversification by end of Phase I.</li> <li>• Amount of improved seed produced under seed multiplication programme</li> <li>• Reduction in contract charges from restructuring of semi-mechanized farming system</li> <li>• Area of crop land benefiting from irrigation rehabilitation/construction and number of farmers benefiting</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Comparisons of baseline and implementation performance surveys</li> <li>• Annual follow-up of panel of programme participants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technical support with adequate technical capacity and orientation to the market economy will be forthcoming to assist farmers in improving income-earning opportunities.</li> </ul>



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
5. An effective farmer-to-farmer extension system is established.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of farmers participating as extension contact farmers and nos. of farmers reached</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	
6. An effective participatory research mechanism is established	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of farmers participating in trials and demonstrations</li> <li>• No. of proposals for research received from farmers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PMU/MADA MIS</li> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	
7. Community-based institutional mechanisms are established and communities are equipped to undertake environmental and rural infrastructure improvement works	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of farmer/community groups engaged in irrigation rehabilitation and soil conservation works and the areas covered</li> <li>• No. of community groups engaged in community forestry rehabilitation and adequacy of arrangements agreed with Department of Forest Management for access to benefits</li> <li>• Ability of communities to mobilize own contributions to the works</li> <li>• Satisfactory maintenance by communities of works undertaken</li> <li>• No. of communities establishing procedures for formulating microprojects for further financing from MADA</li> <li>• No. of key community members knowledgeable of essential procurement and accounting procedures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NGO implementation reports</li> <li>• Programme performance reviews</li> <li>• Site/field inspections</li> <li>• Audit of accounts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NGO implementers have sufficient autonomy in their management of resources on behalf of PMU/MADA for implementation of the micro-projects using local government technical staff where appropriate</li> <li>• NGO implementers adhere to programme themes and technical guidelines and adequately coordinate with PMU/MADA and each other</li> <li>• Suitable, transparent and enforceable benefit-sharing arrangements for forest regeneration can be worked out with the Department of Forest Management</li> <li>• Communities are willing and able to contribute to maintenance</li> <li>• Government fulfils matching expenditures where required</li> </ul>
8. Competent, independent, institutional capacity established to attract and direct resources for the long-term development of the mountain areas	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establishment of MADA and the scale and scope of its operations</li> <li>• Operations manual produced</li> <li>• Formulation of detailed work programmes</li> <li>• Policy and strategies initiatives taken</li> <li>• Satisfactory formulation of additional IFAD-financed intervention by Year 4</li> <li>• Expansion of other donor support</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme performance reviews</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnel are hired and retained on the basis of technical qualifications, constructive attitudes and performance</li> <li>• Transparency of operations is achieved</li> </ul>



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Project Activities/Inputs</b> 1. Participatory development a) Contracting NGOs to provide community facilitators b) Study tours for community members	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ USD 1.2 million</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MIS</li> <li>• Disbursement statements</li> <li>• External audit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commitment to the programme's objectives and its implementation by the programme's implementing agencies</li> <li>• Counterpart funds are made available on a timely basis</li> </ul>
2. Development of financial services a) Contract international NGO to build community credit institutions and to establish independent member-owned microfinance institution b) Training of community institutions c) Credit line for credit associations d) Credit line for small and medium-scale enterprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 3.9 million (USD 2.7 million as credit line)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Suitable NGOs are available</li> </ul>
3. Support for live-stock production a) Participatory trials programme for improved pasture and fodder b) Pilot veterinary services programme c) Pilot AI programme d) Farmer-to-farmer extension	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.6 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> </ul>
4. Support for crop production a) Seed production b) Small-scale irrigation c) Participatory trials programme for improved crop technology d) Improved tillage and seeding equipment	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 1.4 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> </ul>
5. Support for marketing and processing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.1 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> <li>• Adequate marketing opportunities for live-stock products and crop production develop and mountain area communities are able to access them</li> </ul>
6. Pilot community environmental improvement activities a) Pilot community forestry b) Pilot soil conservation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.2 million</li> </ul>		
7. Programme management a) PMU/establishment of the MADA b) Development initiatives fund	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 2.0 million (including USD 1.7 million for development initiatives fund)</li> </ul>		



Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Project Activities/Inputs</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• MIS</li> <li>• Disbursement statements</li> <li>• External audit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commitment to the programme's objectives and its implementation by the programme's implementing agencies</li> <li>• Counterpart funds are made available on a timely basis</li> </ul>
1. Participatory development a) contracting NGOs to provide community facilitators b) study tours for community members	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.8 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable NGOs are available</li> </ul>
2. Development of financial services a) Contract CUDC to build community-owned credit unions b) Training of community institutions c) Establishment of independent microfinance institutions d) Credit line for credit unions e) Credit line for small and medium-scale enterprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 2.1 million (USD 0.8 million as credit line)</li> </ul>		
3. Support for live-stock production a) Participatory trials programme for pasture and fodder improvement b) Pilot veterinary services programme c) Pilot AI programme d) Farmer-to-farmer extension	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.7 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> </ul>
4. Support for crop production a) Seed production b) Small-scale irrigation c) Participatory trials programme for improved crop technology d) Improved tillage and seeding equipment	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 1.4 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> </ul>
5. Support for marketing and processing	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.1 million</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suitable TSPs are available</li> <li>• Adequate marketing opportunities for live-stock products and crop production develop and mountain area communities are able to access them</li> </ul>
6. Social infrastructure rehabilitation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.9 million</li> </ul>		
7. Pilot community environmental improvement activities a) Pilot community forestry b) Pilot soil conservation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 0.2 million</li> </ul>		
8. Programme management a) PMU/establishment of the MADA b) Development initiatives fund	<ul style="list-style-type: none"> <li>• USD 2.3 million (including USD 1.0 million Development initiatives fund)</li> </ul>		



**QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS**  
**AZERBAIJAN**

OBJECTIVES			INSTRUMENTS			Incremental Benefits			
<p>The overall goal of the joint programme between Azerbaijan and Georgia is to assist populations in mountainous and highland areas in improving their quality of life in a sustainable manner by increasing incomes while protecting the natural resource base and the environment. To help achieve this goal, the programme's specific objectives will be to: (a) strengthen the beneficiaries' capacity to position themselves better for participating in the market economy and managing the natural resource base on which their livelihoods depends; (b) restore economic livelihoods through improved management of the resource base and greater access to financial, technical and commercial services; (c) protect and rehabilitate the environment through developing appropriate community-based institutional mechanisms; and (d) strengthen public capacity to respond to the needs of the mountain areas by putting in place appropriate institutional mechanisms.</p>			<p>The main instruments to be utilized in the implementation of the listed components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>introduce community participatory planning exercise to develop village action plans, thus ensuring programme ownership by beneficiaries</li> <li>introduce and support income-generation activities through provision of medium and short-term credit for live-stock, crop production and marketing and processing of produce</li> <li>support the creation of village Cas and their federation</li> <li>introduce pilot projects in feed improvement, pasture monitoring, seed production, small-scale irrigation and marketing support</li> <li>rehabilitation of basic social infrastructure through the community infrastructure fund.</li> </ul>			Incremental benefits at full development:			
						<p>Mixed farming (cattle production):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Income increase (%) 160</li> <li>Return to labour/day (USD) 25</li> <li>Benefit/cost ratio 1.8</li> </ul> <p>Mixed farming (milk production):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Income increase (%) 260</li> <li>Return to labour/day (USD) 60</li> <li>Benefit/cost ratio 4.3</li> </ul> <p>Transhumance live-stock grazing (cattle):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Income increase (%) 50</li> <li>Return to labour/day (USD) 60</li> <li>Benefit/cost ratio 2.5</li> </ul> <p>Transhumance live-stock grazing (sheep):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Income increase (%) 850</li> <li>Return to labour/day (USD) 44</li> <li>Benefit/cost ratio 6.8</li> </ul>			
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES		ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS	
COMPONENTS	USD million	% Base Costs		USD million	%	<p>Project activities of Phase I will be targeted to benefit the members of at least 8 200 households belonging to 340 settlements.</p>		EIRR (%)	
A. Participatory development	1.18	13	IFAD	9.00	90.0			<ul style="list-style-type: none"> <li>Project as a whole 24</li> <li>Irrigation rehabilitation 15</li> <li>Community forestry 19</li> </ul>	
B. Support to income-generation	6.05	64	Government	0.40	3.7	<p>NPV@12% (USD million)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Project as a whole 7.4</li> </ul>			
C. Pilot community environmental improvement activities	0.20	2	Beneficiaries	0.48	4.3				
D. Programme management	1.97	21	Cofinancier	0.11	1.0	<p>IFAD Financing per beneficiary (USD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Project as a whole 203</li> </ul>			
<b>Total including contingencies</b>	<b>9.99</b>	<b>106</b>	<b>Total</b>	<b>9.99</b>	<b>100.0</b>				



## QUANTITATIVE INPUTS, TARGETS AND KEY PROGRAMME FACTORS

### GEORGIA

OBJECTIVES			MAIN INSTRUMENTS/ACTIVITIES			Incremental Benefits			
<p>The overall goal of the joint programme between Azerbaijan and Georgia is to assist populations in mountainous and highland areas in improving their quality of life in a sustainable manner by increasing incomes while protecting the natural resource base and the environment. To help achieve this goal, the programme's specific objectives will be to: (a) strengthen the beneficiaries' capacity to position themselves better for participating in the market economy and managing the natural resource base on which their livelihoods depends; (b) restore economic livelihoods through improved management of the resource base and greater access to financial, technical and commercial services; (c) protect and rehabilitate the environment through developing appropriate community-based institutional mechanisms; and (d) strengthen public capacity to respond to the needs of the mountain areas by putting in place appropriate institutional mechanisms.</p>			<p>The main instruments to be utilized in the implementation of the listed components are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• introduce community participatory planning exercise to develop village action plans and thus ensuring programme ownership by beneficiaries</li> <li>• introduce and support income-generation activities through provision of medium and short-term credit for live-stock , crop production and marketing and processing of produce</li> <li>• support the creation of CUs and their federation</li> <li>• introduce pilot projects in feed improvement, pasture monitoring, seed production, small-scale irrigation and marketing support</li> <li>• rehabilitation of basic social infrastructure through social development fund.</li> </ul>			<p>Incremental benefits at full development:</p> <p>Mixed farming (cattle production):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Income increase (%) 350</li> <li>• Return to labour/day (USD) 32</li> <li>• Benefit/cost ratio 1.5</li> </ul> <p>Mixed farming (draught power, cattle production):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Income increase (%) 250</li> <li>• Return to labour/day (USD) 25</li> <li>• Benefit/cost ratio 1.1</li> </ul> <p>Transhumance live-stock grazing (cattle):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Income increase (%) 280</li> <li>• Return to labour/day (USD) 30</li> <li>• Benefit/cost ratio 4.4</li> </ul> <p>Transhumance live-stock grazing (sheep):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Income increase (%) 200</li> <li>• Return to labour/day (USD) 13</li> <li>• Benefit/cost ratio 2.3</li> </ul>			
PROJECT COSTS			FINANCING			BENEFICIARIES		ECONOMIC/FINANCIAL ANALYSIS	
COMPONENTS	USD million	% Base Costs		USD million	%	<p>Project activities of Phase I will be targeted to benefit the members of at least 10 600 households belonging to 436 settlements.</p>		<p>EIRR (%)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project as a whole 20</li> <li>• Irrigation rehabilitation 14</li> <li>• Community Forestry 26</li> </ul> <p>NPV@12% (USD million)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project as a whole 5.0</li> </ul> <p>IFAD Financing per beneficiary (USD)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Project as a whole 184</li> </ul>	
A. Participatory development	0.78	9	IFAD	8.00	86.6				
B. Support to income-generation	4.35	51	Government	0.65	7.1				
C. Social infrastructure rehabilitation	0.93	11	Beneficiaries	0.50	5.4				
D. Pilot community environmental improvement activities	0.21	2	Cofinancier	0.07	0.8				
E. Programme management	2.27	27	<b>Total</b>	<b>9.23</b>	<b>100.0</b>				
<b>Total including contingencies</b>	<b>9.23</b>	<b>108</b>							

## SUMMARY COST AND FINANCING TABLES

**Table 1: Components Project Cost Summary – Azerbaijan**

Components	(AZM Million)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Participatory development <sup>a/</sup>	3 951.4	1 200.3	5 151.7	23	13	907.7	275.7	1 183.5	23	13
B. Support to income-generation										
1. Development of financial services	15 731.3	1 148.8	16 880.1	7	41	3 651.5	263.9	3 915.4	7	42
2. Support for live-stock production	1 287.7	1 175.6	2 463.3	48	6	295.8	270.1	565.9	48	6
3. Support for crop production	3 294.0	3 005.8	6 299.8	48	15	756.7	690.5	1 447.2	48	15
4. Support for marketing and processing	486.2	60.8	547.0	11	1	111.7	14.0	125.7	11	1
<b>Subtotal support to income-generation</b>	<b>20 799.2</b>	<b>5 391.0</b>	<b>26 190.2</b>	<b>21</b>	<b>64</b>	<b>4 815.7</b>	<b>1 238.4</b>	<b>6 054.2</b>	<b>20</b>	<b>64</b>
C. Pilot community environmental improvement activities	748.7	138.2	886.9	16	2	172.0	31.7	203.7	16	2
D. Programme management										
1. PMU	3 828.5	1 755.4	5 583.9	31	14	879.5	403.3	1 282.7	31	14
2. Development initiatives fund	1 483.5	1 483.5	2 967.0	50	7	345.0	345.0	690.0	50	7
<b>Subtotal programme management</b>	<b>5 312.0</b>	<b>3 238.9</b>	<b>8 550.9</b>	<b>38</b>	<b>21</b>	<b>1 224.5</b>	<b>748.3</b>	<b>1 972.7</b>	<b>38</b>	<b>21</b>
<b>Subtotal baseline costs</b>	<b>30 811.3</b>	<b>9 968.4</b>	<b>40 779.7</b>	<b>24</b>	<b>100</b>	<b>7 119.9</b>	<b>2 294.2</b>	<b>9 414.1</b>	<b>24</b>	<b>100</b>
Physical contingencies	517.4	242.8	760.2	32	2	118.9	55.8	174.6	32	2
Price contingencies	2 697.3	1 002.4	3 699.8	27	9	296.8	111.7	408.5	27	4
<b>Total project costs</b>	<b>34 026.1</b>	<b>11 213.6</b>	<b>45 239.7</b>	<b>25</b>	<b>111</b>	<b>7 535.6</b>	<b>2 461.6</b>	<b>9 997.2</b>	<b>25</b>	<b>106</b>

a/ Includes community infrastructure fund.

Table 2: Expenditures Accounts Project Cost Summary – Azerbaijan

	(AZM Million)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
<b>I. Investment Costs</b>										
<b>A. Civil works</b>										
Survey, design & supervision	562.0	420.9	982.9	43	2	129.1	96.7	225.8	43	2
Construction materials	766.9	511.3	1 278.2	40	3	176.2	117.5	293.6	40	3
Contributed labour	1 292.5	-	1 292.5	-	3	296.9	-	296.9	-	3
Paid labour	134.4	-	134.4	-	-	30.9	-	30.9	-	-
<b>Subtotal civil works</b>	<b>2 755.8</b>	<b>932.2</b>	<b>3 688.0</b>	<b>25</b>	<b>9</b>	<b>633.1</b>	<b>214.1</b>	<b>847.2</b>	<b>25</b>	<b>9</b>
<b>B. Vehicles, equipment &amp; materials</b>										
Vehicles	22.0	418.7	440.8	95	1	5.1	96.2	101.3	95	1
Equipment & goods	340.7	1 302.4	1 643.1	79	4	78.3	299.2	377.4	79	4
Materials	557.3	557.3	1 114.6	50	3	128.0	128.0	256.1	50	3
<b>Subtotal vehicles, equipment &amp; materials</b>	<b>920.1</b>	<b>2 278.4</b>	<b>3 198.4</b>	<b>71</b>	<b>8</b>	<b>211.4</b>	<b>523.4</b>	<b>734.8</b>	<b>71</b>	<b>8</b>
<b>C. Technical assistance (TA), contractual services and studies</b>										
International TA	311.8	2 806.5	3 118.3	90	8	71.6	644.7	716.3	90	8
National TA	163.1	-	163.1	-	-	37.5	-	37.5	-	-
Contractual services	3 936.7	1 687.2	5 623.9	30	14	904.3	387.6	1 291.9	30	14
Studies	390.1	337.2	727.2	46	2	89.6	77.5	167.1	46	2
<b>Subtotal TA, contractual services and studies</b>	<b>4 801.7</b>	<b>4 830.8</b>	<b>9 632.5</b>	<b>50</b>	<b>24</b>	<b>1 103.1</b>	<b>1 109.7</b>	<b>2 212.8</b>	<b>50</b>	<b>24</b>
<b>D. Training</b>										
Farmer training	1 423.0	7.9	1 430.9	1	4	326.9	1.8	328.7	1	3
Staff training	517.6	59.2	576.7	10	1	118.9	13.6	132.5	10	1
<b>Subtotal training</b>	<b>1 940.6</b>	<b>67.1</b>	<b>2 007.7</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>445.8</b>	<b>15.4</b>	<b>461.2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>
<b>E. Credit lines</b>										
CA and MWMA credit line	10 358.5	-	10 358.5	-	25	2 409.0	-	2 409.0	-	26
SME credit line	1 075.0	-	1 075.0	-	3	250.0	-	250.0	-	3
<b>Subtotal credit lines</b>	<b>11 433.5</b>	<b>-</b>	<b>11 433.5</b>	<b>-</b>	<b>28</b>	<b>2 659.0</b>	<b>-</b>	<b>2 659.0</b>	<b>-</b>	<b>28</b>
F. Equity grant	1 642.6	-	1 642.6	-	4	382.0	-	382.0	-	4
G. Risk fund	215.0	-	215.0	-	1	50.0	-	50.0	-	1
H. Development initiatives fund	1 483.5	1 483.5	2 967.0	50	7	345.0	345.0	690.0	50	7
<b>Total investment costs</b>	<b>25 192.7</b>	<b>9 592.0</b>	<b>34 784.7</b>	<b>28</b>	<b>85</b>	<b>5 829.2</b>	<b>2 207.7</b>	<b>8 036.9</b>	<b>27</b>	<b>85</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>										
<b>A. Salaries and allowances (contracted staff)</b>										
Salaries	3 304.7	-	3 304.7	-	8	759.2	-	759.2	-	8
Allowances	531.3	-	531.3	-	1	122.0	-	122.0	-	1
<b>Subtotal salaries and allowances (contracted staff)</b>	<b>3 836.0</b>	<b>-</b>	<b>3 836.0</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>881.2</b>	<b>-</b>	<b>881.2</b>	<b>-</b>	<b>9</b>
B. Infrastructure maintenance	470.1	-	470.1	-	1	108.0	-	108.0	-	1
<b>C. Operation and Maintenance (O&amp;M)</b>										
Vehicles O&M	462.8	198.3	661.1	30	2	106.3	45.6	151.9	30	2
Equipment O&M	114.6	114.6	229.2	50	1	26.3	26.3	52.7	50	1
<b>Subtotal O&amp;M</b>	<b>577.4</b>	<b>312.9</b>	<b>890.3</b>	<b>35</b>	<b>2</b>	<b>132.6</b>	<b>71.9</b>	<b>204.5</b>	<b>35</b>	<b>2</b>
D. Office running costs	735.2	63.5	798.6	8	2	168.9	14.6	183.5	8	2
<b>Total recurrent costs</b>	<b>5 618.6</b>	<b>376.4</b>	<b>5 995.0</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>1 290.7</b>	<b>86.5</b>	<b>1 377.2</b>	<b>6</b>	<b>15</b>
<b>Total baseline costs</b>	<b>30 811.3</b>	<b>9 968.4</b>	<b>40 779.7</b>	<b>24</b>	<b>100</b>	<b>7 119.9</b>	<b>2 294.2</b>	<b>9 414.1</b>	<b>24</b>	<b>100</b>
Physical contingencies	517.4	242.8	760.2	32	2	118.9	55.8	174.6	32	2
Price contingencies	2 697.3	1 002.4	3 699.8	27	9	296.8	111.7	408.5	27	4
<b>Total project costs</b>	<b>34 026.1</b>	<b>11 213.6</b>	<b>45 239.7</b>	<b>25</b>	<b>111</b>	<b>7 535.6</b>	<b>2 461.6</b>	<b>9 997.2</b>	<b>25</b>	<b>106</b>





**Table 1: Components Project Cost Summary – Georgia**

Components	(GEL '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
A. Participatory development	1 190.1	428.6	1 618.7	26	9	573.8	206.6	780.5	26	9
B. Support to income-generation										
1. Development of financial services	3 659.0	587.1	4 246.1	14	24	1 807.6	283.1	2 090.7	14	24
2. Support for live-stock production	788.5	650.8	1 439.3	45	8	380.1	313.8	693.9	45	8
3. Support for crop production	1 654.5	1 282.1	2 936.6	44	17	797.7	618.1	1 415.8	44	17
4. Support for marketing and processing	283.6	22.5	306.1	7	2	136.7	10.8	147.6	7	2
<b>Subtotal support to income-generation</b>	<b>6 385.5</b>	<b>2 542.5</b>	<b>8 928.0</b>	<b>28</b>	<b>51</b>	<b>3 122.2</b>	<b>1 225.9</b>	<b>4 348.0</b>	<b>28</b>	<b>51</b>
C. Social infrastructure rehabilitation	1 390.9	527.5	1 918.4	27	11	677.0	255.8	932.8	27	11
D. Pilot community environmental improvement activities	367.6	70.5	438.1	16	2	177.2	34.0	211.2	16	2
E. Programme management										
1. PMU	1 908.5	720.2	2 628.7	27	15	920.2	347.2	1 267.4	27	15
2. Development initiatives fund	1 000.0	1 000.0	2 000.0	50	11	500.0	500.0	1 000.0	50	12
<b>Subtotal programme management</b>	<b>2 908.5</b>	<b>1 720.2</b>	<b>4 628.7</b>	<b>37</b>	<b>26</b>	<b>1 420.2</b>	<b>847.2</b>	<b>2 267.4</b>	<b>37</b>	<b>27</b>
<b>Total baseline costs</b>	<b>12 242.6</b>	<b>5 289.3</b>	<b>17 532.0</b>	<b>30</b>	<b>100</b>	<b>5 970.4</b>	<b>2 569.6</b>	<b>8 539.9</b>	<b>30</b>	<b>100</b>
Physical contingencies	265.2	155.7	421.0	37	2	127.9	75.1	203.0	37	2
Price contingencies	3 329.3	1 252.3	4 581.6	27	26	354.0	136.3	490.3	28	6
<b>Total project costs</b>	<b>15 837.1</b>	<b>6 697.4</b>	<b>22 534.6</b>	<b>30</b>	<b>129</b>	<b>6 452.3</b>	<b>2 780.9</b>	<b>9 233.2</b>	<b>30</b>	<b>108</b>

Table 2: Expenditures Accounts Project Cost Summary – Georgia

	(GEL '000)					(USD '000)				
	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs	Local	Foreign	Total	% Foreign Exchange	% Total Base Costs
<b>I. Investment costs</b>										
<b>A. Civil works</b>										
Survey, design & supervision	349.1	209.6	558.7	38	3	169.0	101.1	270.1	37	3
Construction materials	878.5	585.7	1 464.2	40	8	425.7	283.8	709.5	40	8
Contributed labour	664.6	-	664.6	-	4	324.0	-	324.0	-	4
Paid labour	64.1	-	64.1	-	-	30.9	-	30.9	-	-
<b>Subtotal civil works</b>	<b>1 956.3</b>	<b>795.3</b>	<b>2 751.6</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>949.6</b>	<b>384.9</b>	<b>1 334.5</b>	<b>29</b>	<b>16</b>
<b>B. Vehicles, equipment &amp; materials</b>										
Vehicles	12.6	239.4	252.0	95	1	6.1	115.4	121.5	95	1
Equipment & goods	150.9	576.0	726.9	79	4	72.8	277.7	350.5	79	4
Materials	265.1	265.1	530.2	50	3	127.8	127.8	255.6	50	3
<b>Subtotal vehicles, equipment &amp; materials</b>	<b>428.6</b>	<b>1 080.5</b>	<b>1 509.1</b>	<b>72</b>	<b>9</b>	<b>206.7</b>	<b>520.9</b>	<b>727.6</b>	<b>72</b>	<b>9</b>
<b>C. TA, contractual services and studies</b>										
International TA	104.0	935.6	1 039.5	90	6	50.1	451.1	501.2	90	6
National TA	169.1	-	169.1	-	1	81.5	-	81.5	-	1
Contractual services	2 347.1	1 005.9	3 353.0	30	19	1 131.6	485.0	1 616.6	30	19
Studies	144.1	124.7	268.8	46	2	69.5	60.1	129.6	46	2
<b>Subtotal TA, contractual services and studies</b>	<b>2 764.2</b>	<b>2 066.2</b>	<b>4 830.4</b>	<b>43</b>	<b>28</b>	<b>1 332.7</b>	<b>996.2</b>	<b>2 328.9</b>	<b>43</b>	<b>27</b>
<b>D. Training</b>										
Farmer training	646.0	3.8	649.8	1	4	311.5	1.8	313.3	1	4
Staff training	336.9	28.2	365.1	8	2	162.4	13.6	176.0	8	2
<b>Subtotal training</b>	<b>982.9</b>	<b>32.0</b>	<b>1 014.9</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>473.9</b>	<b>15.4</b>	<b>489.3</b>	<b>3</b>	<b>6</b>
<b>E. Credit lines</b>										
CU and MWMA credit line	1 150.0	-	1 150.0	-	7	575.0	-	575.0	-	7
SME credit line	500.0	-	500.0	-	3	250.0	-	250.0	-	3
<b>Subtotal credit lines</b>	<b>1 650.0</b>	<b>-</b>	<b>1 650.0</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>825.0</b>	<b>-</b>	<b>825.0</b>	<b>-</b>	<b>10</b>
F. Equity grant	683.0	-	683.0	-	4	341.5	-	341.5	-	4
G. Risk fund	100.0	-	100.0	-	1	50.0	-	50.0	-	1
H. Development initiatives fund	1 000.0	1 000.0	2 000.0	50	11	500.0	500.0	1 000.0	50	12
<b>Total investment costs</b>	<b>9 565.0</b>	<b>4 973.9</b>	<b>14 538.9</b>	<b>34</b>	<b>83</b>	<b>4 679.4</b>	<b>2 417.5</b>	<b>7 096.8</b>	<b>34</b>	<b>83</b>
<b>II. Recurrent costs</b>										
<b>A. Salaries and allowances (contracted staff)</b>										
Salaries	1 640.1	-	1 640.1	-	9	790.8	-	790.8	-	9
Allowances	253.1	-	253.1	-	1	122.0	-	122.0	-	1
<b>Subtotal salaries and allowances (contracted staff)</b>	<b>1 893.2</b>	<b>-</b>	<b>1 893.2</b>	<b>-</b>	<b>11</b>	<b>912.8</b>	<b>-</b>	<b>912.8</b>	<b>-</b>	<b>11</b>
B. Infrastructure maintenance	224.0	-	224.0	-	1	108.0	-	108.0	-	1
<b>C. O&amp;M</b>										
Vehicles O&M	101.7	237.3	338.9	70	2	49.0	114.4	163.4	70	2
Equipment O&M	48.0	48.0	95.9	50	1	23.1	23.1	46.3	50	1
<b>Subtotal O&amp;M</b>	<b>149.6</b>	<b>285.2</b>	<b>434.9</b>	<b>66</b>	<b>2</b>	<b>72.2</b>	<b>137.5</b>	<b>209.7</b>	<b>66</b>	<b>2</b>
D. Office running costs	410.8	30.2	441.0	7	3	198.0	14.6	212.6	7	2
<b>Total recurrent costs</b>	<b>2 677.6</b>	<b>315.5</b>	<b>2 993.1</b>	<b>11</b>	<b>17</b>	<b>1 291.0</b>	<b>152.1</b>	<b>1 443.1</b>	<b>11</b>	<b>17</b>
<b>Total BASELINE COSTS</b>	<b>12 242.6</b>	<b>5 289.3</b>	<b>17 532.0</b>	<b>30</b>	<b>100</b>	<b>5 970.4</b>	<b>2 569.6</b>	<b>8 539.9</b>	<b>30</b>	<b>100</b>
Physical contingencies	265.2	155.7	421.0	37	2	127.9	75.1	203.0	37	2
Price contingencies	3 329.3	1 252.3	4 581.6	27	26	354.0	136.3	490.3	28	6
<b>Total PROJECT COSTS</b>	<b>15 837.1</b>	<b>6 697.4</b>	<b>22 534.6</b>	<b>30</b>	<b>129</b>	<b>6 452.3</b>	<b>2 780.9</b>	<b>9 233.2</b>	<b>30</b>	<b>108</b>



## **ORGANIZATION AND MANAGEMENT**

### **A. Programme Organization and Executing Agencies**

1. In view of the specific characteristics and needs of the mountain areas, both Governments of Azerbaijan and Georgia believe that there is a need for a special institutional framework for the development of the mountainous areas. Thus, at the appropriate time, both intend to establish an independent, quasi-governmental MADA under which the activities of the present programme will eventually fall. MADA will be a specialized agency, providing a clear focus on the mountain areas and combining the roles of strategy development and lobbying, ensuring a favourable enabling environment for development in the mountain areas and mobilization of financial resources for their development. The objectives and roles of MADA have already been elaborated and will be finalized in due time. MADA will be a juridical entity, operating under its charter approved by the Parliament, with an independent board of management with at least equal representation from the governmental and the non-governmental sector.
2. The appropriate time for the establishment of MADA will occur once concrete experience has been gained of the appropriate interventions for mountain area communities and the major elements of a model for development of the mountain areas have been both proven and ready for replication on a much wider scale. This will also be the appropriate time to mobilize additional funding for the adoption of the programme activities in other mountain districts in order to speed up the overall development of the mountain areas. It is envisaged that this objective will be attained by PY4 of programme implementation and MADA will be established in PY5.
3. Thus, the overall responsibility of the programme implementation will initially be with the Cabinet of Ministers in Azerbaijan and with the MAF in Georgia. However, programme implementation in the field will be contracted out to implementing partners and TSPs.

### **B. Management and Coordination**

4. The interim management arrangements have been developed to facilitate the easy transition to the permanent MADA structure. The programme will be managed at the outset by an independent PMU to be set up in each country.
5. In Azerbaijan, PMU will report directly to the First Deputy Prime Minister for the Agrarian Reform Programme. Programme activities will be guided by a Sub-Group for Mountain Area Development of the State Commission for Assistance to Private Farmers. In addition, a programme advisory group (PAG) will be established so the programme can also draw on expertise related to mountain area development from outside of government.
6. In Georgia, PMU will report directly to MAF, and the programme activities will be guided by a PSC with equal representation from governmental and non-governmental members.
7. In both countries, it is envisaged that after PY4 (or at such time mutually agreed upon between IFAD and the respective governments of Azerbaijan and Georgia), the transformation to the MADA will take place as shown in Charts 1A and B.
8. The sub-group for Mountain Area Development in Azerbaijan will be chaired by the First Deputy Prime Minister for Agrarian Reform and will be composed of representatives from the Cabinet of Ministers, Ministry of Finance, Government of Nakchivan, National Bank of Azerbaijan, Forestry Department, Irrigation Committee and Soil and Water Conservation Department and regional/district administrators of programme districts (on rotation).



## APPENDIX VI

9. The PSC in Georgia will be chaired by the Minister of Agriculture and Food and will be composed of representatives from the Parliamentary Mountain Areas Committee, Ministry of Finance, the Government of Adjara Autonomous Republic, National Bank of Georgia, Department of Forest Management, regional/district administrators of programme districts (on rotation), farmers' organizations, research institutes, participating NGOs, the Georgian Chapter of the proposed Caucasus Mountain Network and women's organizations.

10. The programme director will be *ex-officio* secretary to PSC in the case of Georgia and *ex-officio* of the subgroup for Mountain Area Development in Azerbaijan. In both cases PMU will serve as the secretariat, and executive responsibility for the programme will initially be vested in PMU, headed by a full time programme director (PD). Depending on satisfactory performance, it is envisaged that PD will become the executive director (ED) of MADA, while the PMU staff will constitute the management team of MADA. The PMU will be staffed by two farming systems specialists, an economist/M&E officer, finance manager/procurement officer and accountant, plus support staff. The respective organizational structures of both PMUs are shown in Chart 2A and B. All staff in the PMU/management team will be nationals, recruited through open competition from the public or private sector, and engaged on one-year renewable contracts.

11. The main responsibilities of PD and his team will be twofold: (a) to promote the overall development of the mountainous areas and to formulate appropriate development strategies for this purpose; and (b) to provide the necessary guidance for programme implementation and to monitor the progress and performance of the development initiatives launched under the programme. The terms of reference of the programme management staff have been drafted and will be finalized during the pre-implementation phase, which will be prepared on SOF grant.

### C. Implementation Arrangements and Responsibilities

12. Responsibility for implementation of programme activities within the designated districts will be contracted out to a range of private and public-sector service providers, e.g. NGOs, research institutes, farmers' organizations, private consultancy companies and individuals, district technical departments and other appropriate agencies. Alternatively, one umbrella international NGO may be found to take responsibility for implementation of all programme activities while entering into sub-contracts agreements with other NGOs or private/public-sector institutions to cover geographic or sectoral areas in which it lacks expertise. A key role of the PMU/MADA will be to contract and supervise service providers; to approve all programme expenditure; and to monitor programme performance, including the performance of service providers.

13. Service providers will be contracted to provide the following range of services. While these are described as separate activities, they can be combined depending on the interest and expertise of the potential service providers.

- (a) promoting community participation in planning and implementation of programme activities and strengthening of farmer/community groups;
- (b) establishing a community-based financial services system;
- (c) providing technical guidance and support to communities for agricultural production, including supervising crop/pasture trials and demonstrations, irrigation rehabilitation, village veterinary services and AI services and marketing, and processing initiatives;
- (d) providing support to communities for pilot environmental improvement activities in the form of community forest management and demonstration models of land improvement measures; and



- (e) organizing social infrastructure rehabilitation through the community infrastructure fund.

### Development of Financial Services

14. **Microfinance.** The rural financial services subcomponent in Georgia will be implemented initially by a special Microfinance Window for Mountain Areas (MWMA) within CUDC. In Azerbaijan the rural financial services subcomponent will be implemented initially by a special MWMA, established with the assistance of a specialist microfinance international NGO as an independent structure to promote the establishment of Cas. During this time an administrative bank on payment of commission in both countries will manage the line of credit.

15. Requests for loans from CUs/CAs for on-lending to their members will be screened by a credit committee, which will authorize loan disbursement to the CU/CA by the administrative bank. The CU/CA credit committees will be responsible for sanctioning short-term loans to their members and recommend members for medium-term loans. Initially this will be managed by MWMA. After around PY5, MWMA will be transformed into the National Federation of Credit Unions/Associations (NFCU/NFCA), which will take over management of the credit line; the CUs/CAs will also become responsible for disbursing medium-term loans. At this time, subsidiary loan agreements will be signed between the respective Ministries of Finance of both countries and the National Federation of Credit Unions/Associations, defining the interest rate and repayment schedule for the loan. The repayment period for short-term loans to CU members will be in line with the cash flow of the activity financed.

16. **Small and Medium Enterprises.** One or more commercial bank(s) will manage the credit line for small and medium enterprises under the terms of a subsidiary loan agreement with the Ministry of Finance (MOF); the terms and conditions of which still have to be determined. The maturity of the credit line should allow the commercial bank to recycle the proceeds several times. Repayments will be capitalized in a revolving fund. Loans will be subject to a ceiling of USD 25 000. Both the Microfinance Bank of Georgia and the Agribusiness Bank of Georgia have expressed interest in managing this credit line, depending on the terms and conditions. Similarly, the Rabita Bank and the Agri-Business Bank of Azerbaijan, both in Azerbaijan, have expressed interest in managing this credit line, depending on the terms and conditions.

17. This line of credit will be limited to: (a) individual or group small-scale enterprises that directly support the activities of target group households, e.g. processing enterprises that provide an outlet for the produce of target group households; and (b) small-scale enterprises that create additional employment and those in which workers from poor households are employed. Responsibility for the final decision on projects to be financed will be solely vested with commercial banks, which is assuming all the risk. Interest rate and collateral requirements will be determined by the bank's own policies. It is anticipated that the interest rate applied will be between 12 and 16% above inflation, but will depend on the cost of funds negotiated with MOF.

18. **Community Mobilization and Participatory Development.** NGOs will be contracted to provide these services. ACDI/VOCA, ADRA, CARE, Relief International and World Vision have all expressed interest in participating in the programme; CARE and World Vision are hopeful of being able to offer some cost-sharing arrangement. Given the lack of local NGOs experienced in community development in the rural areas, it will be advisable to benefit from the greater experience of international NGOs, at least in launching the programme.

19. **Technical Support Services.** Separate technical service providers will be contracted through open competitive tender from organizations with the best skills and experience or the umbrella NGO will directly contract these services. Two options can be considered for contracting these services: (a) contracting TSPs on a case-by-case basis in response to the requirements of individual communities as they arise; or (b) contracting one service provider for each activity area on the basis of





## APPENDIX VI

an indefinite quantities contract, for one year initially (renewable). Work will be assigned to this provider as it arises from community action plans. Contracts for TSPs will give them responsibility for procurement of all materials and additional expertise required to fulfil the tasks, within the cost norms for programme activities agreed with PMU/MADA and cited in the contract. Activities will be implemented on the basis of a six-monthly work plan and budget agreed with PMU/MADA. The TSP will be provided with an advance payment and will be required to submit expenditure statements in order to receive the next tranche of funding; they will be monitored by the PMU/MADA staff.

**20. Pilot Environmental Activities.** It is envisaged that the NGOs contracted for community development will also manage the pilot environmental activities. The NGO will be responsible for providing all the necessary support services (design, supervision of implementation, monitoring, etc.) and procurement of all materials required. Contractual arrangements will be as for TSPs.

**21. Social Infrastructure Rehabilitation.** The NGOs involved with community development will also assist communities in implementing small infrastructure rehabilitation projects on a participatory basis.

#### **D. Participation Arrangements**

22. The programme will be implemented through a flexible participatory process approach, which will be revised, adjusted and improved based on lessons learned from the ongoing implementation experience.

23. Community participation processes will underpin the prioritization and selection of programme activities. NGOs will bring residents of disadvantaged communities together to explain the opportunities and potentials and to assist them, individually or as communities, in identifying and implementing their development priorities. The NGOs will assist communities to form appropriate user groups for the implementation of activities, including water user associations for irrigation, herder groups for pasture management, crop production groups for mechanized farming, marketing groups, community forest management committees for forest rehabilitation, etc.

#### **E. Monitoring and Evaluation**

24. The PMU/MADA will be responsible for programme monitoring in accordance with the provisions established in the loan agreement. The monitoring programme will be focused on the rate of implementation against planned objectives as laid out in AWP/B. A set of key input and output indicators will be developed for the various programme activities. The PD and economist/M&E officer will be closely involved in the preparation of AWP/B. Thereafter, both officers will carry out systematic and regular financial monitoring against it. The service providers will provide regular monitoring reports on the progress of their activities and the economist/M&E officer will compile quarterly and annual reports analyzing programme performance and highlighting issues as a tool for improving programme management.

**25. Participatory M&E.** The programme will establish procedures that provide for periodic feedback from its clientele on the efficacy of programme activities. This feedback will be incorporated into the annual review process, which in turn will lead to adjustment and revisions of the implementation process. At least once per year, farmers of both sexes from a selection of programme villages will meet with representatives of PMU/MADA, NGOs and major TSPs to review the progress and performance of each component. They will focus on: (a) difficulties encountered; (b) degree of responsiveness of implementing agency staff; (c) usefulness of technical messages; (d) progress made in achieving objectives; and (e) outstanding problems not being adequately addressed by the programme activities. The outcome of these reviews will be incorporated into the agenda of the annual review and planning workshops held to initiate the planning process for the next year's AWP/B.



26. **Impact Evaluation.** The PMU will contract a qualified agency to undertake a base line survey to establish the base line situation of households prior to involvement in the programme. Based on the survey, PMU will firm up the impact indicators to be used and carry out a regular programme of impact monitoring. Diagnostic studies will be conducted on specific issues as required. A full impact evaluation survey will be conducted by an independent agency in PY7.

### F. Dynamic Planning and Implementation Process

27. In view of the rapidly changing environment in transitional economies, it is essential that programme activities are able to adapt to changes in opportunities in order to remain relevant. To this end, the programme will introduce a dynamic planning process to ensure that programme activities are responsive to needs and alert to implementation performance. The key elements in the planning framework will be the logical framework and AWP/B. The annual cycle of the planning process will comprise four sequential stages: planning, monitoring, feedback and reality check, and fine-tuning of the programme design. This will be reflected in planning for the subsequent year.

- (a) **Planning.** The AWP/B drawn up by PMU will operationalize the logical framework by defining the activities, targets, outputs and inputs for the current year in line with the objectives outlined in the logical framework. The activities will be demand-driven being, derived from the village action plans (VAPs) developed through the participatory planning process with communities. The AWP/B will necessarily be revised periodically during the year as new communities produce their VAPs or existing communities define new needs to be addressed or identify new opportunities to be exploited. An implementation plan for the year will be drawn up that indicates the timing of the activities contained in AWP/B. This will highlight critical paths in the achievement of time-bound activities, such as crop and pasture trials and demonstrations and access to credit for crop-related investments.
- (b) **Monitoring.** In a changing world, the monitoring system needs to be impact-oriented in order to capture, on an ongoing basis, the efficacy and continuing relevance of programme activities. The principal tools for monitoring the programme will be the MIS system and its associated reporting system, participatory monitoring by communities, ongoing evaluation by PMU and regular supervision by CI. The monitoring process will begin with the identification of appropriate impact-focused indicators as the basis of the MIS system. Selection of these indicators will be guided by the M&E specialist and discussed at the start-up workshop. Both progress reports from PMU and supervision missions from CI will occur on a six-monthly basis to provide a regular overview of progress. Participatory monitoring will involve communities in assessing their own progress against their plans and targets and assess the reasons for any deficiencies. The focus of ongoing evaluation by the PMU staff will be on implementation performance to highlight any corrections required in delivery performance of programme implementers.
- (c) **Feedback and Reality Check.** This will comprise a series of workshops at the community, district, inter-district and inter-country levels that involve all stakeholders. They will offer a crucial opportunity for assessing progress and outcomes and comparing achievements against the logical framework and the critical performance value set for the main activities in AWP/B. They will also function as fora for evaluating the adequacy of the overall programme design to continue to meet the needs of communities in a constantly changing environment; for assessing implementation performance; and for disseminating knowledge of best practices and enabling them to be integrated into programme design. Failure to reach the critical performance values will indicate the need to fine-tune programme design and revise



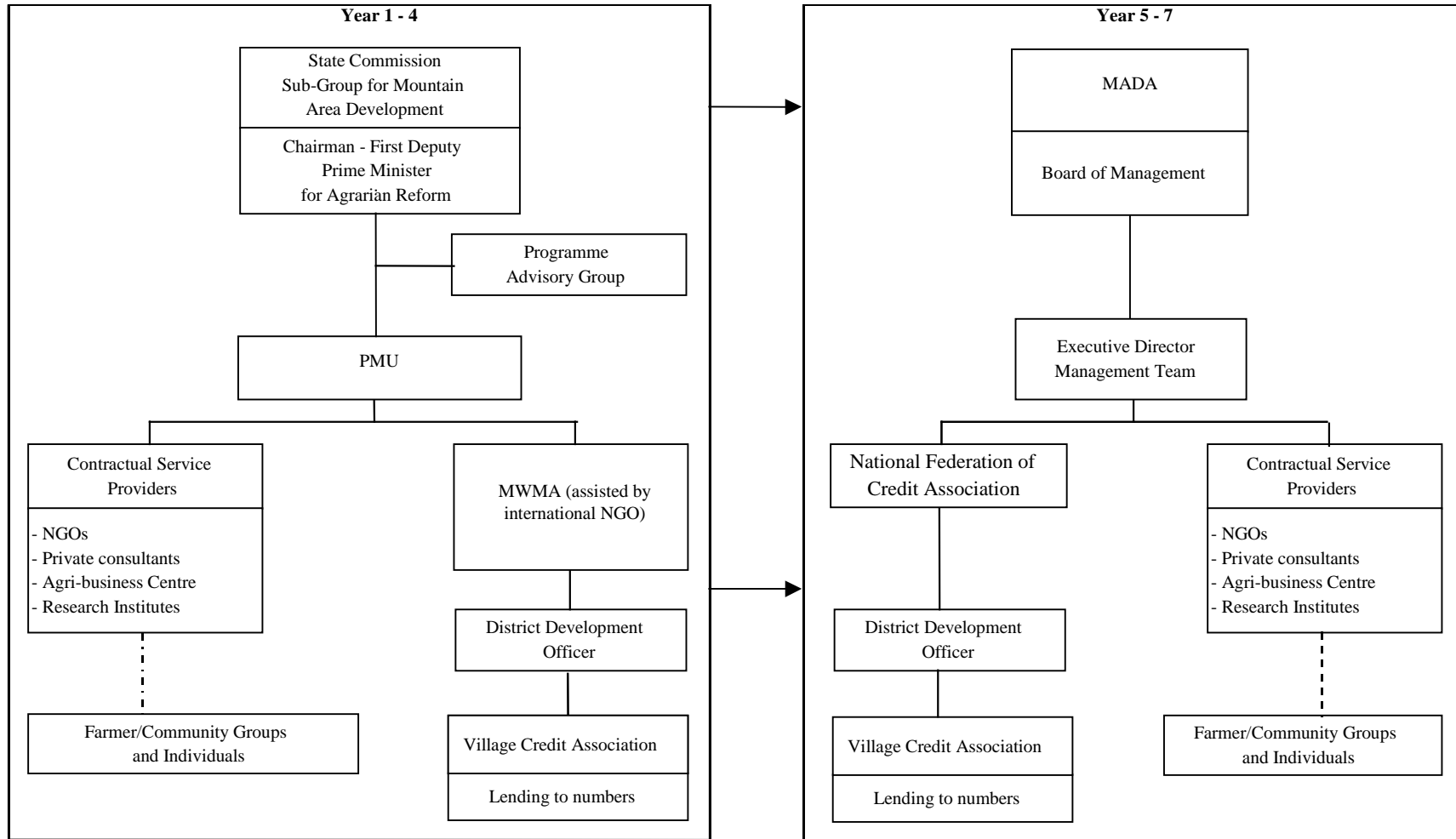
APPENDIX VI

the logical framework. Achievement of the benchmarks will corroborate the validity of the overall programme design.

- (d) **Fine-tuning of programme design.** The information gained from the previous stages will form the basis of the next round of planning in order to fine-tune programme design. If necessary this will be reflected in modifications in the logical framework to bring it into line with changing circumstances and implementation experience. It will also ensure that the activities and outputs incorporated in AWP/B for the subsequent year reflect the realities of needs and delivery capability.

28. The details of this dynamic planning process will be elaborated during the pre-implementation phase with the assistance of the project expeditor and later the TA programme planning adviser and M&E specialist. The planning process relies at all stages on inputs from the various stakeholders; hence the approach will be elaborated at the start-up workshop to ensure that everyone is aware of the process. The start-up workshop will also identify the data to be collected, finalize the impact indicators to be used and define the roles and responsibilities of all stakeholders in the process.

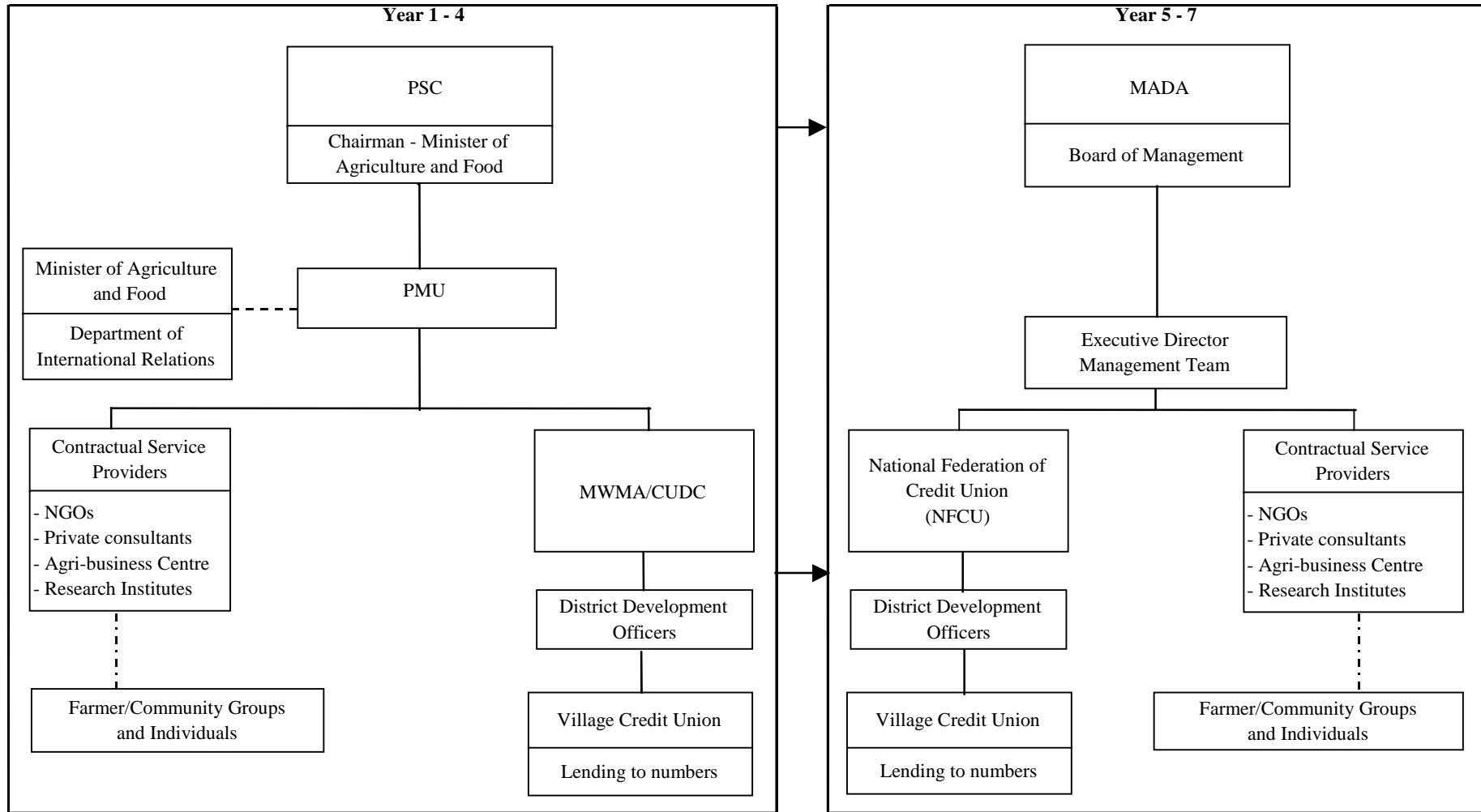
**CHART 1A: AZERBAIJAN - PROGRAMME ORGANIZATIONAL STRUCTURE**



**Key**

- Line of control
- - - Line of coordination and cooperation
- Transformation

**CHART 1B: GEORGIA - PROGRAMME ORGANIZATIONAL STRUCTURE**



**Key**  
 — Line of control  
 - - - - - Line of coordination and cooperation  
 —▶ Transformation





APPENDIX VI

CHART 2A: AZERBAIJAN - PROGRAMME MANAGEMENT UNIT ORGANIZATIONAL STRUCTURE

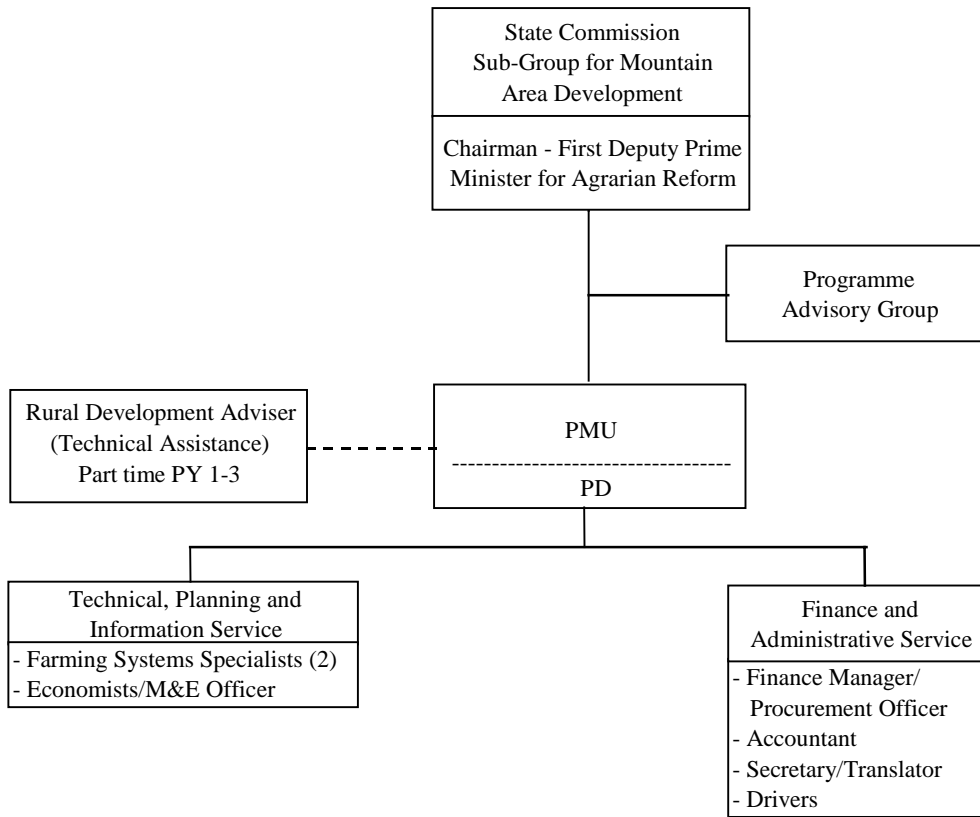
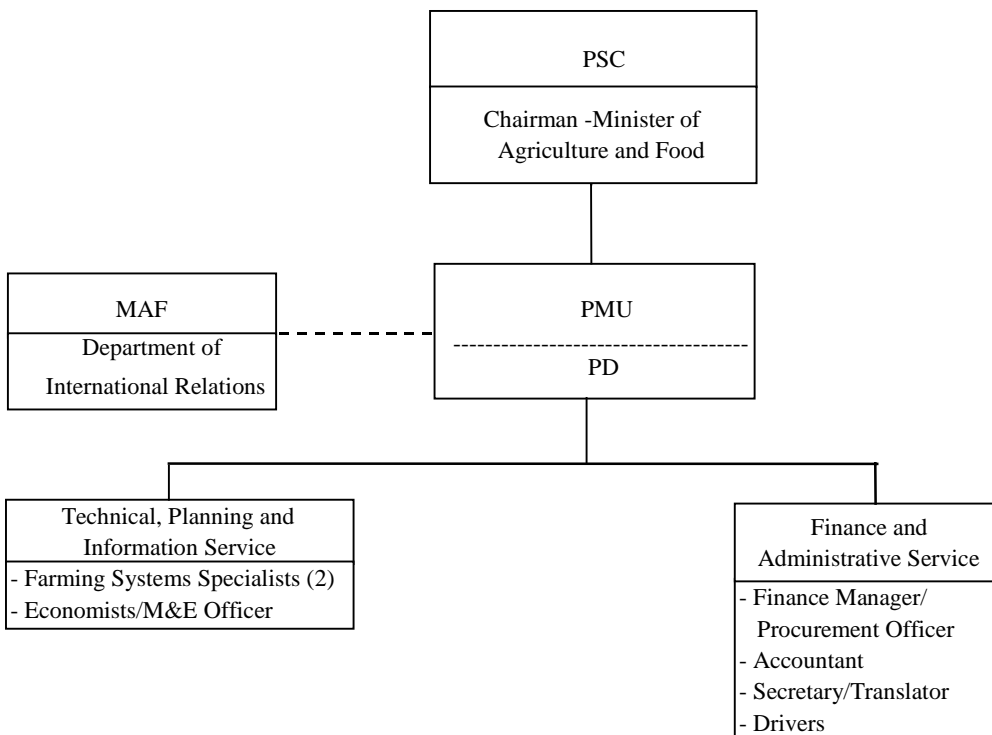


CHART 2B: GEORGIA - PROGRAMME MANAGEMENT UNIT ORGANIZATIONAL STRUCTURE



## ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

## A. Financial Analysis

## Crop Production Models

1. The defining characteristics of the various crop models and their financial returns are summarized in Table 1 below. Yield increases are quite large because current yields, due to a lack of inputs and appropriate technology, are very low. The majority of fields have received little inorganic fertilizer for 10 years or more. The projected yields using a well-developed cropping package generally do not exceed those achieved during the Former Soviet Union (FSU) times. The results of the financial analysis for the various live-stock enterprises are also summarized in Table 1.

Table 1: Production Models: Yield Assumptions (t/ha) and Financial Returns

Azerbaijan Crop Models (000'AZM/ha)	Yields (t/ha)		Financial Returns		
	W/out	With	W/out	With	Incr. Return to Labour
Wheat – SMF/irrigated	2	4	1 031	2519	100
Barley – SMF/irrigated	2	3.5	874	1787	53
Maize – SMF/irrigated	2	5	1 272	3015	41
Alfalfa – SMF/irrigated	3.5	6.5	203	837	47
Wheat – SMF/rainfed (higher rainfall)	1.4	2.6	622	1498	64
Wheat – SMF/rainfed (lower rainfall)	0.7	1.5	86	670	53
Barley – SMF/rainfed (lower rainfall)	0.7	1.5	37	520	56
Potato – rainfed	7	18	1 654	3 565	16
<b>Azerbaijan Live-stock Models (000'AZM/ha)</b>					
Winter stall feeding cattle (SMF)			1 328	1 762	176
Winter stall feeding cattle – milk production			1 346	4 145	319
Transhumance live-stock grazing – cattle			705	2 119	303
Transhumance live-stock grazing – sheep			1 164	12 667	198
Lamb fattening – local breed a/				26	5
Lamb fattening – Gzlgoyun breed				138	5
Beekeeping b/				385	385
<b>Georgia Crop Models (GEL)</b>					
Wheat – SMF/rainfed (Dusheti–1000 m)	1.2	3.1	195	884	29
Wheat – SMF/rainfed (Aspindza–1480 m)	1	2.6	49	627	209
Maize – SMF/rainfed (Dusheti–1000 m)	1.2	3	275	757	15
Barley – SMF/rainfed (Aspindza–1480 m)	0.9	2.1	30	432	47
Maize – DAP/rainfed (Shuakhevi)	1.2	3	280	729	14
Potato – DAP/irrigated (Shuakhevi)	10	23	1 977	4 033	13
<b>Georgia Live-stock Models (GEL)</b>					
Winter stall feeding cattle (SMF)			474	2 484	69
Winter stall feeding cattle (DAP)			581	2 933	67
Transhumance live-stock grazing – cattle			523	3 602	100
Transhumance live-stock grazing – sheep			271	1 938	30
Pig breeding				1 931	80
Beekeeping				134	134

2. In Azerbaijan, the projected increases in net income are substantial for all the crops analysed, ranging from 300% for alfalfa to around 1700% for irrigated maize. The projected increases in net income in Georgia are also substantial for all the crops analysed. They range from 100% for potatoes to around 1100% for rainfed wheat. Increases in net incomes are high as machinery charges, which are common to both the with and without-programme scenarios, represent a significant share of the costs and are assumed to decline in the with project scenario, as the programme promotes more efficient agricultural machinery. Returns to labour are well above the minimum prevailing wage rate

of GEL 5 per day in Georgia and AZM 11 000 per day in Azerbaijan. Live-stock models also clearly demonstrate that the opportunity to rebuild herds will make a substantial contribution to total household incomes, although it will take time: project incomes quoted above will not be achieved until year 10.

### B. Impact on Household Incomes

3. In order to demonstrate the potential impact of the programme on individual farm households, six representative farm models in Azerbaijan and five in Georgia have been constructed based on the different farming systems in the programme districts and the different major agro-ecological zones. The models are based on an average household size of 5.4 persons in Azerbaijan and 4.1 persons in Georgia. These models include incremental income derived from agricultural and live-stock-raising activities only and do not take account of other sources of income, e.g. remittances. In addition, income from household plot production has not been included as most of this production is consumed. The rise in farm incomes generally results from the adoption of improved technologies and increases in live-stock herd sizes. A summary of the financial results is displayed in Tables 2 and 3 below.

Table 2: Azerbaijan - Impact on Household Incomes and Food Security

	SMF, Gabala, Milk Production System		SMF, Gadabey, Cattle Production System		SMF, Lerik, Cattle Production System		SMF, Shahbuz, Milk Production System		Transhumance Live-stock Grazing System (Cattle)		Transhumance Live-stock Grazing System (Sheep)	
	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>
Farm family benefits ('000 AZM)	2 349	8 555	2192	5 394	2 156	5 720	1 567	4 537	1 028	1 563	1 363	1 3012
Return to family labour ('000 AZM)	119	259	43	79	92	107	151	164	187	259	119	196
Household food security (%) <sup>b/</sup>												
Wheat	200	475	13	38	213	325	100	440				
Maize												
Potato			1 050	2 700	350	1 800						
Milk products	74	494	74	189	74	189	74	494	74	222	56	826
Meat	53	225	53	107	53	107	53	225	53	150	39	407

<sup>a/</sup> At full development.

<sup>b/</sup> Self-sufficiency based on 146 kg of cereals, 67 kg of potatoes, 16.4 kg of cheese and 26 kg of meat per person per year for an average household size of 5.4 persons.

4. As Tables 2 and 3 reveal, in all the cases analysed, the potential impact of the programme in terms of increase in household incomes is substantial. In the without programme situation most households remain at subsistence level, with a small surplus of crops and dairy products representing the household's only means of raising cash for necessary expenditures. With the programme, households will generate significant surpluses of crops and live-stock products, enabling them to generate cash for investment in the farm, household needs, and family needs such as health, education and social activities. However, these investments still do not restore former income levels under the collective system in which a household with two workers typically earned USD 500 per month, excluding any additional income from private live-stock.



Table 3: Georgia - Impact on Household Incomes and Food Security

	SMF, Wheat/Maize, Cattle Production System		SMF, Wheat/Barley, Cattle Production System		Draught Animal Power Farming System		Transhumance Live-stock Grazing System (Cattle)		Transhumance Live-stock Grazing System (Sheep)	
	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>	WOP	WP <sup>a/</sup>
Farm family benefits ('000 GEL)	835	3 735	562	3 260	1 126	3 950	1 083	4 162	831	2 498
Return to family labour (GEL)	32	64	70	78	27	50	27	61	20	26
Household food security (%) <sup>b/</sup>										
Wheat	150	387	125	325						
Maize					70	175				
Potato					545	1 255				
Milk products	100	1 970	100	1 970	200	2 364	100	1 478	51	367
Meat	61	336	61	336	116	355	61	626	48	451

<sup>a/</sup> At full development.

<sup>b/</sup> Self-sufficiency based on 146 kg of cereals, 67 kg of potatoes, 16.4 kg of cheese and 26 kg of meat per person per year for an average household size of 4.1 persons.

### C. Economic Analysis

5. For both countries, the analysis has assumed a 20-year period for programme benefits and included costs of all programme components. In order to model incomplete adoption of the technology packages by all farmers, it is assumed that half of the farms will achieve the full development output levels and the remaining farms will achieve 50% of the recommended technology. In both cases, the economic internal rates of return have been found to be substantial as described below, due to the very low levels of production in the without programme situation and high incremental production benefits accruing from renewed access to fertilizers and quality seeds. In addition, the availability of feed, particularly pastures, for live-stock production means that herd expansion can be accommodated at low cost through retention of breeders.

6. The economic internal rate of return of the Azerbaijan portion of the programme is estimated at 24% and the sensitivity analysis indicates robustness in the economic internal rate of return (EIRR). A fall of 20% in total benefits together with a 20% increase in costs reduces EIRR to 11%. A one-year delay in benefits reduces EIRR to 21%. A two-year delay in benefits reduces it to 19%. The switching value for programme benefits is about 31%, while for programme costs it is 38%.

7. The economic analysis of the Georgia portion of the programme was based on two scenarios. In Scenario I, zero benefits are assumed from the development initiatives fund and benefits from credit are based on the incremental credit line of USD 0.58 million provided under the programme. In Scenario II, it is assumed that all resources in the development initiatives fund are utilized for credit. The EIRR for Scenario I is estimated at 20% and for Scenario II at 33%. A fall of 20% in total benefits together with a 20% increase in costs reduces EIRR to 9% for Scenario I and to 19% for Scenario II. A one-year delay in benefits reduces it to 17% for Scenario I and to 30% for Scenario II. A two-year delay in benefits reduces EIRR to 15% and 26% for Scenarios I and II, respectively. The switching value for programme benefits is about 24% for Scenario I and 40% for Scenario II, while for programme costs it is 29% for Scenario I and 47% for Scenario II.